

↓

S&P/TSX

10628,90

-55,82 (-0,52%)

↓

TSX CROISSANCE

1996,75

-17,03 (-0,85%)

↓

QUÉBEC 30

1072,65

-4,36 (-0,41%)

↓

DOW JONES

10686,44

-10,73 (-0,10%)

↑

DOLLAR

83,88 ¢ US

0,11 ¢

Metro : un début prometteur...
L'acquisition de A&P Canada n'a pas empêché une forte hausse des bénéfices.
PAGE 2

Les tarifs de l'électricité font des vagues
Michel Girard commente les réflexions des lecteurs sur son « Québec franc ».
PAGE 5

Est-ce le temps d'acheter le titre de Jean Coutu ?
Les analystes sont partagés, pendant que l'action remonte un peu.
PAGE 11



LE CHIFFRE DU JOUR

140 200

C'est le nombre de Québécois qui travaillaient au salaire minimum en 2004, soit 4,4% de l'ensemble, excluant les travailleurs autonomes.

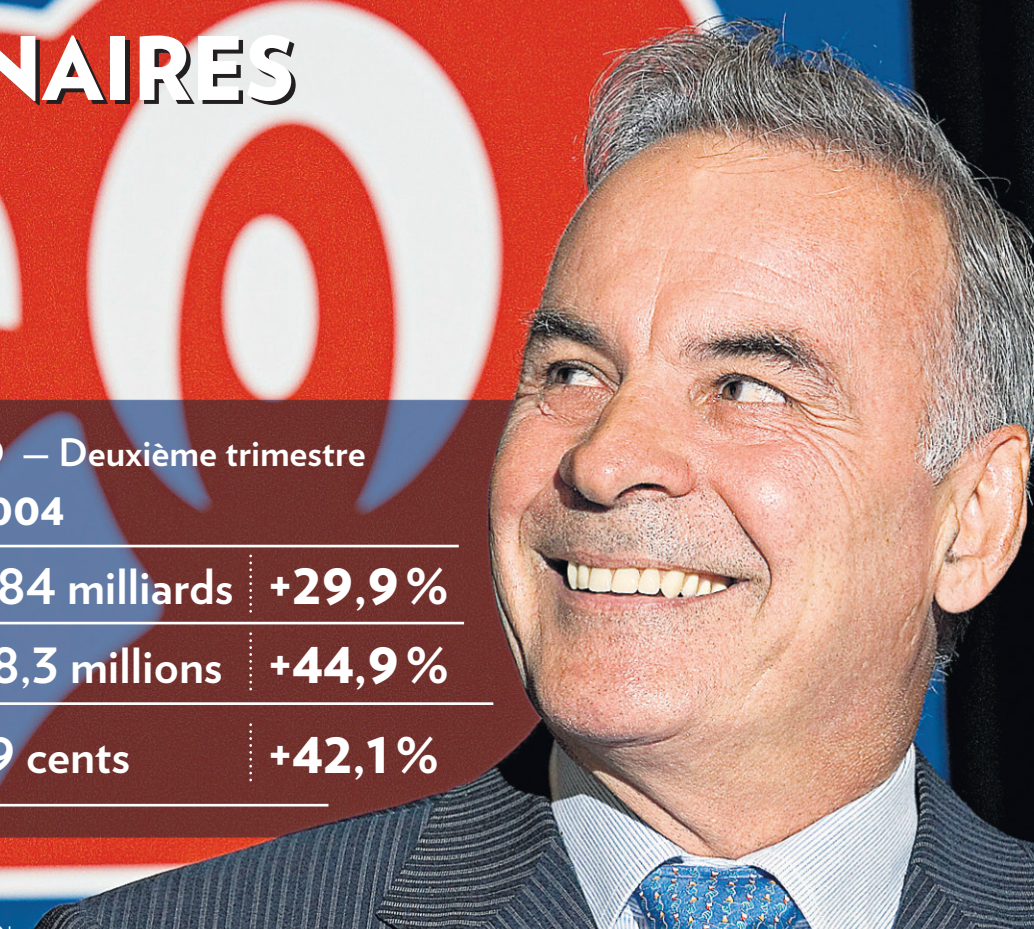
Source : Institut de la statistique du Québec

CLIN D'OEIL
AUX ACTIONNAIRES

ALIMENTATION COUCHE-TARD — Deuxième trimestre

	2005	2004	
Revenus	2,39 milliards	1,84 milliards	+29,9 %
Bénéfice net	55,5 millions	38,3 millions	+44,9 %
Bénéfice par action	27 cents	19 cents	+42,1 %

ALAIN BOUCHARD, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION.



Un tout premier dividende

MARIE TISON

Les ouragans n'ont pas réussi à freiner la croissance d'Alimentation Couche-Tard.

Même si *Katrina* et *Rita* ont endommagé 105 dépanneurs de Couche-Tard en Floride et dans le golfe du Mexique, le bénéfice net de l'entreprise a bondi de 44,9 % au deuxième trimestre pour atteindre 55,5 millions de dollars américains. Ces résultats, qui découlent notamment de fortes marges sur la vente d'essence, ont amené Couche-Tard à déclarer un dividende pour la première fois de son histoire.

« Nous pensons qu'il s'agit d'une excellente façon de remercier nos actionnaires actuels et à venir, a déclaré le président et chef de la direction de Couche-Tard, Alain Bouchard, dans un communiqué publié hier. De plus, nous croyons que cela occasionnera une distribution plus vaste de nos actions, notamment auprès des investisseurs recherchant des actions d'entreprises versant des dividendes. »

Au cours d'une téléconférence destinée aux analystes financiers, M. Bouchard s'est montré très satisfait des résultats du deuxième trimestre. « Nous avons connu une très forte croissance en dépit de la volatilité des prix du carburant, de la sérieuse concurrence et des ouragans, a-t-il déclaré. Nous sommes maintenant le troisième réseau de dépanneurs en Amérique du Nord. »

La saison des ouragans a été particulièrement pénible pour Alimentation Couche-Tard. Sur les 105 dépanneurs endommagés par *Katrina* et *Rita*, 19 sont encore fermés. M. Bouchard a indiqué que 11 dépanneurs ne rouvriront pas parce qu'ils ne pourraient pas être suffisamment rentables.

Couche-Tard estime avoir perdu en tout 1500 jours d'exploitation depuis ces ouragans.

➤ Voir COUCHE-TARD en page 4

Les condos les plus chers à Tremblant

LAURIER CLOUTIER

Ce n'est pas dans le quartier de Sainte-Dorothée à Laval, à l'Île-des-Soeurs ou à Westmount qu'on peut trouver les condos les plus chers, mais à Mont-Tremblant.

C'est ce qu'a révélé hier l'économiste national de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), Bertrand Recher, au cours de la conférence annuelle sur l'habitation.

La majorité des condos de la grande région de Montréal se vendent à 130 \$ ou 140 \$ le pied carré, en particulier à Laval et sur la couronne Nord. Les intéressés peuvent ainsi en dénicher à ce prix à Auteuil et Sainte-Rose, à Laval, à Saint-Hubert ou Longueuil et Repentigny. À Saint-Jérôme, les acheteurs paient en moyenne leurs condos à 120 \$ le pied carré. Ils sont un peu plus chers à Boucherville et Brossard (de 150 à 160 \$ le pied carré) et encore un peu plus à Saint-Lambert (170 \$). À Sainte-Dorothée, ils coûtent 180 \$ le pied carré.

À Mont-Tremblant, les villégiateurs pouvaient encore devenir propriétaires de condos au prix moyen de 180 \$ le pied carré en 2001. Aujourd'hui, leur valeur a grimpé à 215 \$ le pied carré.

Autre élément intéressant de cette conférence de la SCHL : le nombre de condos invendus dans la région de Montréal a presque quadruplé en trois ans, pour at-

UN MARCHÉ AU RALENTI

	2002	2005
Nombre de condos neufs invendus	500	1900
Prix des condos *	139 297\$	191 000\$

* Prix moyen de la revente de condos dans la région de Montréal. Ils servent seulement d'indication pour le prix des condos neufs, puisque cette donnée n'est pas compilée par la SCHL.

Source : SCHL

teindre le sommet de 1900, par rapport à 500 en 2002.

La construction de condos s'est tellement accrue que la SCHL a dû conseiller la prudence et des projets ont été retardés cette année, ont souligné les analystes de la SCHL, Paul Cardinal et Patricia Dépôt. D'autres le seront dans doute l'an prochain également.

En fait, le marché de l'habitation est en train de vivre une transformation profonde, après un boom immobilier qui ne prendra pas fin par un krach, mais par un atterrissage en douceur, selon les analystes de la SCHL.

➤ Voir CONDOS en page 4

BOIS D'OEUVRE

L'OMC rejette une plainte du Canada

BLOOMBERG

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a rejeté hier une plainte du Canada concernant les tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur ses exportations de bois d'oeuvre, fermant ainsi la porte à une réclamation pouvant atteindre 4,25 milliards de dollars canadiens en guise de sanctions.

Le Canada a fait savoir qu'il interjettera appel de cette décision.

En mars de l'an dernier, les arbitres de l'OMC avaient statué que les tarifs américains étaient illégaux. Les États-Unis se sont maintenant conformés à cette décision, selon l'OMC, ajoutant que le Canada n'avait pas prouvé que les États-Unis avaient agi à l'encontre des règles du commerce international lorsqu'ils ont déterminé que l'industrie américaine était menacée par des importations meilleur marché.

En incluant les appels, le Canada a contesté au moins cinq fois devant l'OMC depuis 2002 les méthodes de calcul de dumping par les Américains et au moins sept fois devant les instances de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Des comités de l'ALENA et de l'OMC, établi à Genève, en Suisse, ont signalé que les États-Unis n'avaient pas fait la preuve du bien-

fondé des tarifs qu'ils imposent.

« Les conclusions du comité de l'OMC ne changent pas le fait que les dispositions de l'ALENA, qui sont exécutoires en vertu des lois intérieures aux États-Unis, sont telles que l'organisme a déjà conclu que les États-Unis avaient eu tort d'imposer les tarifs », a indiqué hier dans un courriel Jim Peterson, ministre fédéral du Commerce. Celui-ci a ajouté qu'Ottawa en appellerait de la décision d'hier. « Les États-Unis sont encore tenus légalement d'honorer leurs engagements envers l'ALENA », a-t-il ajouté.

Les États-Unis soutiennent que les provinces canadiennes fournissent aux moulins de compagnies telles que Canfor et Abitibi-Consolidated des subventions déloyales en n'exigeant pas les taux du marché pour récolter le bois sur les terres publiques, ce qui permet aux producteurs canadiens de vendre le bois d'oeuvre à un prix trop bas.

Les États-Unis ont imposé des tarifs douaniers sur les importations de bois d'oeuvre du Canada en 2002 et ont conservé les prélèvements à une moyenne de 21 % sur les importations canadiennes.

Ainsi, les États-Unis ont recueilli 4 milliards de dollars américains en droits depuis leur imposition.

LA PRESSE AFFAIRES

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

83,88 ¢US

VARIATION +0,11 ¢

0,7158 €

VARIATION -0,0015 €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US 1,1922 \$

UN EURO 1,3970 \$

AUTRES DEVISES

Australie	dollar	0,8737
Chine	renminbi	0,1475
Grande-Bretagne	livre	2,0685
Hong Kong	dollar	0,1538
Inde	roupie	0,0261
Japon	yen	0,0100
Mexique	peso	0,1120
Norvège	couronne	0,1788
Nouvelle-Zélande	dollar	0,8164
Suède	couronne	0,1450
Suisse	franc	0,9053

PÉTROLE

(WTI, contrat terme rapproché)

56,99 \$US

VARIATION -0,71 \$US

Light Sweet crude	56,79 \$US
North Sea Brent	54,40 \$US

OR (NY Gold)

468,10 \$US

VARIATION -0,10 \$US



LE CHINOIS GAGNE PLUS QUE L'INDIEN

LONDRES — Les salaires sont actuellement plus élevés en Chine qu'en Inde, parfois du simple au double pour les postes à responsabilité, selon une étude publiée par le cabinet américain de consultants en ressources humaines Mercer. Un directeur des ressources humaines perçoit en moyenne 32 000 \$ US par an en Chine comparativement à 15 100 \$ US en Inde, un directeur du marketing 25 800 \$ US par rapport à 14 300 \$ US en Inde, un analyste financier chinois 13 200 \$ US comparativement à 8 400 \$ US pour l'indien, un comptable 9 000 \$ US par rapport à 5 700 \$ US. Au bas de l'échelle des 42 professions examinées par Mercer, un ouvrier qualifié chinois perçoit 2 300 \$ US, comparativement à 1 900 \$ US pour son homologue indien. Mark Sullivan, associé chez Mercer, observe cependant que « même si les salaires sont plus bas en Inde, il y a une demande très importante de travailleurs qualifiés dans ce pays, notamment au niveau des cadres ». Déjà, la croissance des salaires indiens est supérieure à celle des chinois: +11,5 % comparativement à +7,5 % pendant les cinq dernières années.

— D'après AFP

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2186,74	-14,21	-0,65
S&P 500 (New York)	1229,01	-4,75	-0,39
Mexico Bolsa	16193,58	-99,95	-0,61
Brazil Bovespa Stock	30218,88	-292,01	-0,96
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3281,47	-14,32	-0,43
FTSE 100 (Angleterre)	5439,60	-30,40	-0,56
CAC 40 (France)	4543,15	-5,30	-0,12
DAX (Allemagne)	5110,61	18,18	0,36
IBEX 35 (Espagne)	10456,30	-48,30	-0,46
Milan MIB30 (Italie)	33680,00	51,00	0,15
Amsterdam Exchanges	412,61	0,58	0,14
OMX (Stockholm)	911,53	-2,77	-0,30
Swiss Market (Suisse)	7322,72	9,71	0,13
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	14091,77	-24,27	-0,17
Hang Seng (Hong Kong)	14627,41	-2,08	-0,01
S&P/ASX 200 (Australie)	4603,20	-5,20	-0,11



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE ©

Pierre H. Lessard, président et chef de la direction de Metro, s'est montré satisfait de la performance de la chaîne.

Metro augmente ses profits après l'acquisition d'A&P Canada

Un début prometteur

RICHARD DUPAUL

Même si l'acquisition d'A&P Canada a affecté sa marge bénéficiaire, la chaîne d'épiceries Metro a réussi à accroître ses bénéfices de 11,1 % au quatrième trimestre à la faveur d'une hausse plus forte que prévu de ses ventes.

Au cours d'une téléconférence en fin de journée hier, le président et chef de la direction de Metro, Pierre H. Lessard, s'est montré satisfait de cette performance. Il se dit aussi « confiant » de réaliser les synergies annuelles de 60 millions de dollars promises après l'intégration des 236 magasins d'A&P Canada.

La direction de Metro se donne deux ans pour atteindre cet objectif financier. On croit avoir franchi un grand bout de chemin à la fin de l'exercice 2006, avec des synergies réalisées d'environ 35 millions.

Deuxième épicier en importance au Québec et en Ontario, Metro a enregistré un profit net de 50,2 millions de dollars, ou 48 cents par action, pour le trimestre terminé le 24 septembre dernier, comparativement à 45,2 millions, ou 47 cents par action, pour la

même période l'an dernier.

Ces résultats incluent seulement six semaines d'activité d'A&P Canada, dont l'acquisition a été conclue en août pour la somme de 1,7 milliard de dollars.

Cependant, la marge bénéficiaire de la chaîne québécoise a quelque peu souffert, reflétant la rentabilité moindre des magasins A&P Canada qui sont surtout implantés en Ontario. Le bénéfice net en pourcentage des revenus a ainsi

Avec l'acquisition d'A&P Canada, Metro compte maintenant environ 600 magasins en Ontario et au Québec surtout.

été de 2,6 % au dernier trimestre, en baisse par rapport à la marge de 3,2 % dégagée à la même période l'an dernier.

Sans l'achat d'A&P Canada, la marge bénéficiaire de Metro aurait été de 3,3 % et le bénéfice par action, de 49 cents, a souligné la société montréalaise dans un communiqué.

Les prévisions des analystes variaient considérablement, soit d'un creux de 35 cents par action

à un sommet de 53 cents par action. Le fait que Metro ait pu accroître ses bénéfices durant le trimestre a néanmoins été bien reçu à la Bourse de Toronto, où l'action (catégorie A) prenait 13 cents (0,4 %), à 34 \$.

Avec l'acquisition d'A&P Canada, Metro compte maintenant environ 600 magasins en Ontario et au Québec surtout. La chaîne est encore à analyser le système informatique d'A&P Canada, et tout

gnie note que les revenus des magasins « comparables » (ouverts depuis au moins un an) ont grimpé de 3 % au quatrième trimestre, ce qui est meilleur que ce à quoi des analystes s'attendaient.

Pour l'ensemble de l'exercice, Metro a enregistré des revenus de 6,7 milliards, en hausse de 11,6 % depuis un an. Les profits nets ont atteint 190,4 millions, ou 1,94 \$ par action, comparativement à 168,8 millions, ou 1,73 \$ par action, pour l'exercice 2004.

Ces résultats tiennent compte de la participation de 10 % de Metro dans la chaîne de dépanneurs Alimentation Couche-Tard, qui annonçait des profits en forte hausse hier (voir texte en

page 1). Cet investissement a rapporté une quote-part de 20,6 millions pour l'exercice 2005, en forte hausse par rapport à la quote-part de 12,6 millions l'année précédente.

Notons que les frais de financement ont été de 5,4 millions au quatrième trimestre, comparativement à seulement 600 000 \$ pour la même période l'an dernier, reflétant les emprunts contractés pour l'achat d'A&P Canada.

Hausse de 45 % des profits de Mega Bloks

PRESSE CANADIENNE

Les profits du fabricant de jouets Mega Bloks ont augmenté de 45 % au troisième trimestre par rapport à la période correspondante l'an dernier, alors que ses revenus ont presque doublé.

Au troisième trimestre terminé le 30 septembre, Mega Bloks a enregistré un bénéfice net de 20,4 millions de dollars américains, ou 62 cents US par action (dilué), en comparaison de 14,1 millions US, ou 48 cents US par action (dilué), au troisième trimestre de 2004.

Les produits d'exploitation nets de l'entreprise montréalaise pour le trimestre ont pour leur part grimpé de 85,9 millions US, l'an dernier, à 163,5 millions US, cette année.

La compagnie rapporte ses résultats financiers en dollars américains.

« Nos produits ont connu une excellente performance au détail et nous avons continué à déployer notre stratégie interna-

tionale, a affirmé dans un communiqué, hier, Marc Bertrand, président et chef de la direction. Nous sommes en bonne position pour le quatrième trimestre et très enthousiasmés par les perspectives qu'offre notre gamme étendue de produits. »

Au cours du trimestre, en juillet, Mega Bloks a acquis l'américaine Rose Art Industries pour 355 millions de dollars comprenant la prise en charge de la dette en circulation de Rose Art de 37 millions.

À la suite de cette acquisition, Mega Bloks a adopté un plan d'intégration en vertu duquel des synergies réduisant ses coûts d'environ 7 millions à 10 millions seront réalisées d'ici la fin de 2006.

Mega Bloks (MB) a par ailleurs changé sa structure et comporte désormais deux divisions: les Jouets et la Papeterie et activités.

Hier, le titre de Mega Bloks a gagné 18 cents, à 24,05 \$, à la Bourse de Toronto.



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE ©

Marc Bertrand, président et chef de la direction de Mega Bloks.

Olymel s’installe à Winnipeg

HÉLÈNE BARIL

Avec la bénédiction de la Société générale de financement, Olymel investit dans un nouvel abattoir à Winnipeg, au Manitoba, où 1100 emplois seront créés.

Cet investissement de 200 millions de dollars arrive après une importante rationalisation des activités de l’entreprise au Québec, où des usines ont été fermées et des concessions majeures ont été exigées des employés. « Il n’y a pas de croissance dans le secteur du porc au Québec, explique le président d’Olymel, Réjean Nadeau. Il faut aller là où il y a de la croissance. »

Il s’agit du deuxième investissement important d’Olymel dans l’ouest du Canada, après l’achat d’un abattoir à Red Deer, en Alberta. Au Manitoba, Olymel s’est associée à deux gros éleveurs de porcs, Hytek et Big Sky Farms, pour former Olywest, une coentreprise qui exploitera l’abattoir de Red Deer et

celui qui sera construit à Winnipeg. Ensemble, les deux installations traiteront 7 millions de porcs par année.

La Société générale de financement (SGF) a investi 50 millions de deniers publics dans Olymel pour lui permettre de prendre une première fois de l’expansion en Alberta, en 2001. La SGF, qui est toujours actionnaires d’Olymel, se défend bien d’aider une entreprise québécoise à exporter des emplois hors du Québec.

« Il y a une surcapacité dans le secteur de l’abattage du porc au Québec et il y a un moratoire sur l’élevage », a plaidé la porte-parole de la SGF, France Beauchamp.

Dans les faits, le moratoire imposé par le gouvernement québécois sur l’élevage de porcs est déjà levé et des permis ont recommencé à être octroyés pour construire de nouvelles porcheries.

Mais même si de nouvelles installations d’élevage de porcs devaient être construites au Québec, le po-

tentiel de croissance restera limité, estime de son côté le président d’Olymel. « Ce qu’on a vécu au cours des dernières années n’est pas très encourageant », a-t-il dit.

Au Manitoba, Olymel a été accueillie à bras ouverts par les autorités locales et a reçu de l’aide financière qu’elle n’aurait jamais obtenue au Québec. Le gouvernement provincial versera 3 millions pour la

« Il n’y a pas de croissance dans le secteur du porc au Québec. Il faut aller là où il y a de la croissance. »

formation des employés en plus de payer les infrastructures de la future usine, estimées à 4,5 millions. La coentreprise Olywest recevra en outre un prêt de 20 millions de dollars du Manitoba Industrial Opportunities Plan.

Pour Olymel, le Manitoba a surtout l’avantage d’avoir les coûts de production les plus bas au Canada, a soutenu son président. Sa présen-

ce dans l’Ouest lui assure aussi un meilleur positionnement pour les marchés d’exportation, notamment vers l’Asie.

Réjean Nadeau soutient que l’entreprise continue de croître au Québec, notamment dans le secteur de la volaille. La récente fusion des activités d’Olymel et de Viandes Brochu a conduit à une rationalisation des activités dans le secteur du porc,

Olymel a pu rouvrir ses installations fermées depuis un an et demi après avoir fait accepter des réductions de salaires à ses employés.

Après tout ce remue-ménage, l’expansion d’Olymel au Manitoba est difficile à avaler pour les employés. « C’est très, très inquiétant », a commenté hier Mario Blanchet, un porte-parole du syndicat des Travailleurs unis de l’alimentation et du commerce, affilié à la FTQ, qui représente une partie des employés d’Olymel.

Selon lui, les employés de Saint-Hyacinthe ont dû accepter une diminution de leurs salaires de 17 % tandis que ceux de Princeville ont été forcés d’avalier des réductions de 30 %. « On négocie avec le *gun* sur la tête », dit Mario Blanchet.

Malgré ces sacrifices, l’avenir est loin d’être assuré pour les travailleurs de l’industrie du porc. « On craint beaucoup que l’expansion se fasse ailleurs », a dit le porte-parole syndical.

Des millions de seringues de plus

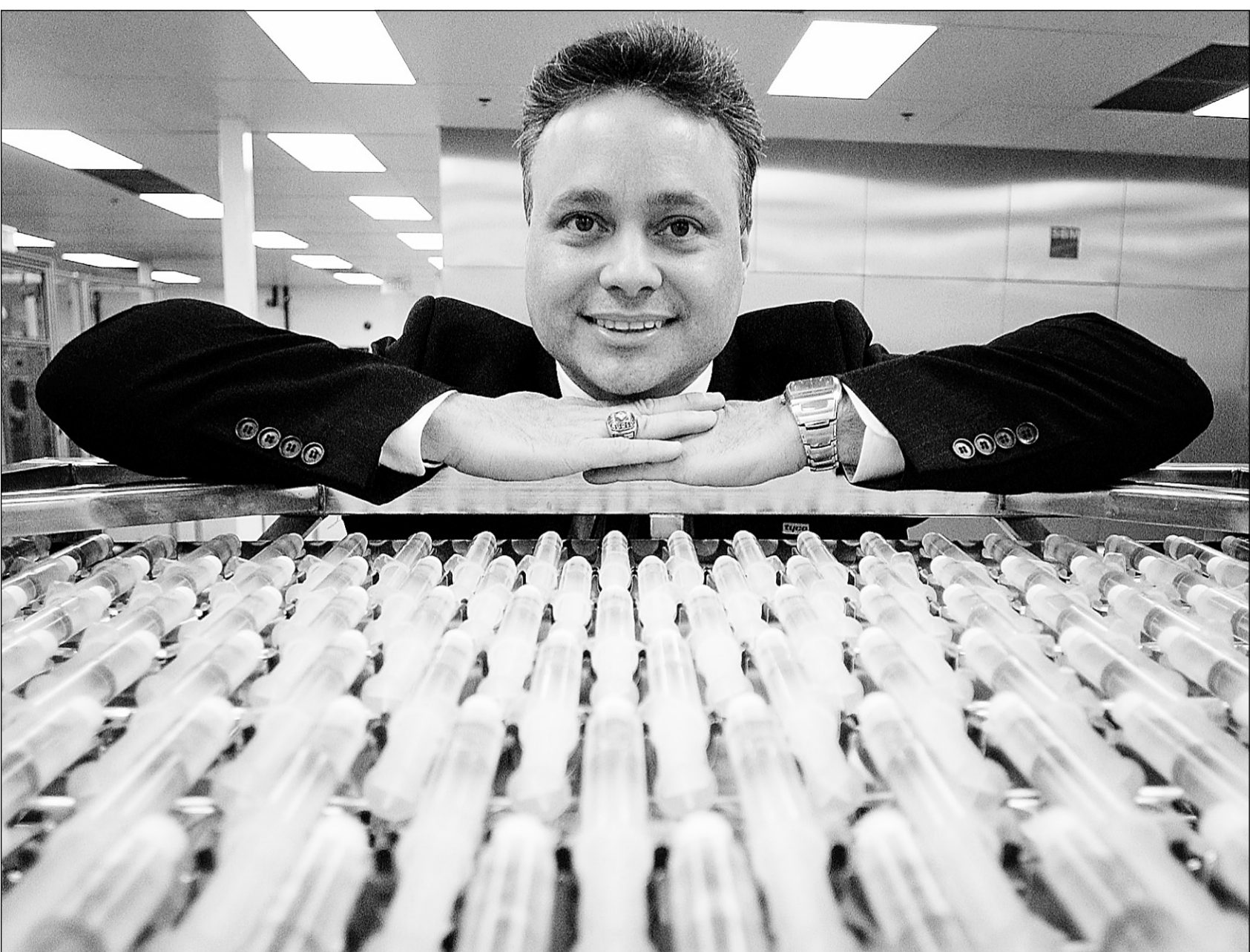


PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE®

Roméo Catracchia, vice-président-directeur général de Tyco Médical Canada, a inauguré hier la nouvelle chaîne de production de remplissage de seringues de son usine de Pointe-Claire. La capacité de production de l’usine triplera pour passer de 64 à 200 millions de seringues annuellement. Il s’agit d’un investissement d’environ 20 millions qui permettra la création de quelque 70 emplois. Tyco Médical est une filiale de Tyco International.

Croc-en-jambe à l’Industrielle Alliance

Son achat des fonds Clarington défiée par le géant de Bay Street CI Financial

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO

Pas facile de s’immiscer parmi les patrons des fonds d’investissement à Toronto !

Le groupe financier québécois l’Industrielle Alliance, cinquième plus gros assureur-vie au Canada, pourrait devoir bonifier son offre d’achat convenu avec la firme Clarington pour éviter de se faire déjouer par le géant CI Financial, numéro deux parmi les firmes de fonds indépendantes.

Mais du coup, selon des analystes de Bay Street, l’Industrielle Alliance risque aussi de réduire considérablement, sinon d’annuler les avantages attribués à cette acquisition qui frôle déjà les 250 millions pour une firme qui gère 4,2 milliards en fonds, mais qui est aussi déficitaire.

C’est ce qui ressort de leurs commentaires après l’annonce, en fin de journée lundi, d’une nouvelle offre de CI Financial pour Clarington. Cette annonce survenait une semaine après que Clarington eut écarté une première offre de leur concurrent géant au profit de celle de l’Industrielle Alliance.

N’empêche, la nouvelle offre bonifiée à 14,75 \$ l’action par CI Financial s’avère supérieure de 50 cents l’action au prix convenu entre l’Industrielle Alliance et les

dirigeants de Clarington, mais pas encore entériné par ses actionnaires.

Et à la Bourse de Toronto, hier, les investisseurs ont poussé les actions de Clarington encore plus haut, jusqu’à 14,86 \$ en fermeture, signalant leur anticipation d’une montée des enchères entre l’Industrielle Alliance et CI Financial.

« L’Industrielle Alliance se voit forcée de recalculer la valeur, selon ses priorités, d’une offre bonifiée pour Clarington par rapport au risque que cette firme indépendante perde une partie des clients et de l’actif de ses fonds après son acquisition par un groupe financier », a expliqué l’analyste John Aiken, spécialiste des services financiers chez la Financière Banque Nationale à Toronto.

« C’est d’autant plus délicat pour l’Industrielle Alliance que la nouvelle offre de CI Financial contient encore la promesse d’une importante réduction de frais de gestion pour les clients des fonds Clarington. En agissant ainsi, CI Financial force la coïncidence des intérêts des clients et des actionnaires de Clarington, ce qui est plutôt inusité dans ce genre de transactions. »

Dans ce contexte, l’Industrielle Alliance aura-t-elle d’autres choix que de bonifier son offre, même déjà convenue avec les dirigeants de Clarington ?

« On ne peut encore écarter cette possibilité, d’autant que la nouvelle offre de CI Financial est clairement supérieure au prix déjà convenu entre l’Industrielle Alliance et Clarington. Aussi, l’indemnité de rupture de cette entente est de seulement 7 millions, ce que CI Financial a déjà convenu de payer », a souligné Karin Huo, analyste chez Genuity Capital, à Toronto.

« En contrepartie, le prix discuté pour Clarington — autour de 250 millions — est déjà plus élevé que la moyenne de ce genre de transactions. Ça reflète la rareté des occasions d’achat dans les fonds pour les groupes financiers qui veulent croître dans ce secteur. Mais pour l’Industrielle Alliance, une offre augmentée pour Clarington risque aussi de s’avérer difficile à justifier financièrement. »

En attendant la suite, autant l’Industrielle Alliance que la firme Clarington sont demeurées plutôt avars de commentaires hier.

« Nous analysons nos options selon les objectifs de notre plan d’affaires en matière de gestion d’avoirs de nos clients, de même que nos critères habituels de prudence financière », s’est contenté d’indiquer Jacques Carrière, vice-président aux relations avec les investisseurs à l’Industrielle Alliance.

LA BAGARRE POUR LES FONDS CLARINGTON

LA CIBLE :

Clarington Corp. (Toronto)

- Firme de fonds d’investissement
- Actif sous gestion : **4,2 milliards \$**
- Valeur boursière : **189 millions \$**

LES PRÉTENDANTS :

1. L’Industrielle Alliance (Québec)

Actif sous gestion : **32,4 milliards \$**
Valeur boursière : **2,33 milliards \$**

Offre convenue avec Clarington :

- 246 millions \$** (14,25 \$ l’action + dette de 58 M\$)
- continuité comme filiale spécialisée

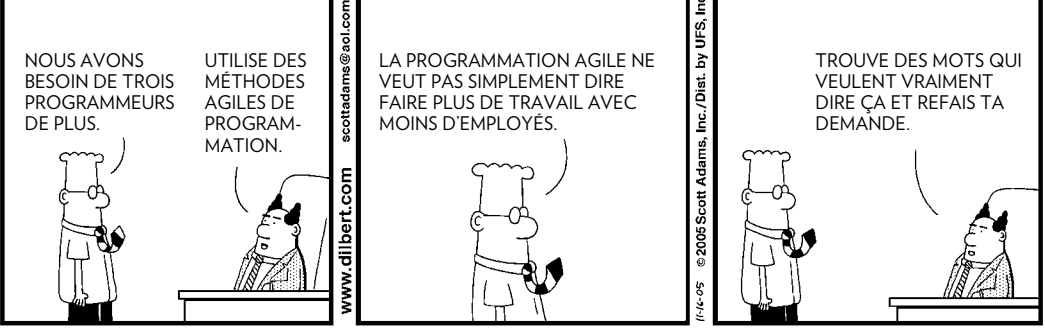
2. CI Financial (Toronto)

Actif sous gestion : **69 milliards \$**
Valeur boursière : **6,53 milliards \$**

Nouvelle offre pour Clarington :

- 253 millions \$** (14,75 \$ l’action + dette de 58 M\$)
- fusion afin de réduire les frais aux investisseurs

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

« *La paresse se meut si lentement que la pauvreté la rattrape bientôt.* »

— Benjamin Franklin, imprimeur, auteur

POUR NOUS JOINDRE La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

1				4		
2		4		1		7
5				8	1	3
					1	
	5			3	7	2
4		3				8
	1			7	9	
			9	6		
		9	8	5		6

Niveau de difficulté : MOYEN 0121 0120

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

7	6	5	2	9	8	1	3	4
9	3	4	1	6	7	2	8	5
8	2	1	4	5	3	7	6	9
3	9	7	5	8	2	6	4	1
5	1	6	3	7	4	8	9	2
2	4	8	6	1	9	3	5	7
6	8	2	9	4	1	5	7	3
4	7	3	8	2	5	9	1	6
1	5	9	7	3	6	4	2	8

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Un tout premier dividende

COUCHE-TARD

suite de la page 1

Le chef de la direction financière de l'entreprise, Richard Fortin, a affirmé qu'il était encore trop tôt pour quantifier l'impact financier de ces ouragans, mais il a dit s'attendre à ce qu'il ne soit pas important. Il a rappelé que les dépanneurs des régions touchées qui n'avaient pas fermé leurs portes pouvaient avoir fait de bonnes affaires.

« Nous avons eu une telle expérience l'année dernière et nous savons qu'il n'y aura pas d'impact matériel », a-t-il déclaré.

Après la fin du deuxième trimestre de Couche-Tard (qui se terminait le 9 octobre), un troisième ouragan, *Wilma*, est venu frapper la Floride, endommageant 58 dépanneurs de l'entreprise. Quatre sont toujours fermés et, parmi eux, deux demeureront fermés de façon permanente.

En dépit de ces événements, le chiffre d'affaires de Couche-Tard a augmenté de près de 30 % pour atteindre 2,39 milliards US au deuxième trimestre. Le bénéfice net de 27 cents US par action a dépassé légèrement les attentes

des analystes, qui prévoyaient plutôt un bénéfice de 25 ou 26 cents US par action.

« Nous avons réussi à nous adapter à des conditions de volatilité des prix du carburant tout en demeurant concurrentiels », a déclaré M. Bouchard.

Couche-Tard a augmenté de façon significative sa marge brute sur le carburant, la faisant passer de 12,44 cents US à 17,05 cents US par gallon aux États-Unis.

C'est ainsi que Couche-Tard a augmenté de façon significative sa marge brute sur le carburant, la faisant passer de 12,44 cents US à 17,05 cents US par gallon aux États-Unis. Jessy Hayem, de Valeurs mobilières Desjardins, prévoyait une marge de 15 cents US par gallon.

« Nous sommes très satisfaits des résultats de Couche-Tard, surtout

lorsqu'on tient compte de la situation difficile de la vente d'essence au détail et des ouragans », a écrit Mme Hayem dans un rapport d'analyse.

Elle a également bien accueilli la nouvelle politique de dividende de Couche-Tard.

« Nous pensons que cette décision devrait lui permettre de trouver un plus large public pour ses actions, a-t-elle écrit. Cela ne devrait pas affecter la stratégie de croissance de l'entreprise, qu'elle soit organique ou par l'entremise d'acquisitions. »

M. Bouchard a confirmé que l'entreprise demeurerait à l'affût d'acquisitions. Il a notamment indiqué que Couche-Tard discutait avec une grande société pétrolière qui étudiait la possibilité de se défaire d'un certain nombre de stations-service et de dépanneurs au Canada.

L'action de catégorie B de Couche-Tard (ATD/SV/B) a perdu 17 cents pour clôturer à 22,63 \$ à la Bourse de Toronto hier. Il y a moins de trois ans, ce titre se négociait à moins de 6 \$.

Les condos les plus chers à Tremblant

CONDOS

suite de la page 1

D'ailleurs, l'affluence a sextuplé à la conférence parce que les gestionnaires de l'habitation ont soif d'information à la fine pointe. La SCHL a attiré 850 participants hier au Palais des congrès, comparativement à 150 pour la première conférence en 1994. « Après un sommet, Montréal se retrouve à un tournant et l'information devient une variable critique », a expliqué à *La Presse Affaires* le directeur de la SCHL, Marcel Dumont.

Dans cette transformation du marché, « la banlieue ne va pas se vider », a assuré Bertrand Recher, économiste national de la SCHL, qui ne prévoit aucunement des ventes massives de maisons.

« Les bungalows pourraient être recyclés plus facilement que les cottages parce qu'ils s'adaptent mieux aux besoins des retraités, a répliqué Paul Cardinal. Les terrains des bungalows ont une

grande valeur et de nombreux propriétaires pourraient les mettre en location. Et combien de jeunes rêvent encore de s'acheter une maison en banlieue ? »

La rénovation de maisons va dépasser 11 milliards au Québec, comparativement à 9 milliards en 1994, selon Kevin Hughes, et dépasser ainsi largement la construction.

La flambée des prix est terminée

C'est dans ce contexte que le nombre de mises en chantier résidentielles va baisser progressivement, de 24 000 à 15 000 dans la région de Montréal, a ajouté Paul Cardinal, avec moins de maisons unifamiliales et plus de condominiums. La tenue du marché de l'habitation va dépendre davantage du nombre d'immigrants, a-t-il dit.

La flambée des prix est terminée, a souligné Paul Cardinal qui prévoit une hausse de seulement 4 % du prix des maisons l'an prochain

et de 2 % pour les condos, après un bond de près de 15 % l'an dernier. « Depuis 2001, les prix ont bondi de 63 % », a-t-il dit. L'analyste ne voit pas de baisse de prix à l'horizon, « mais ce n'est pas impossible si les taux d'intérêt se mettaient à grimper et si une récession multipliait les pertes d'emplois ».

La pénurie de logements locatifs est aussi en grande partie derrière nous : de 1 % récemment, le taux d'inoccupation va grimper à 3,2 %, ont déclaré les analystes de la SCHL. La rareté relative de résidences pour personnes âgées fait place, de son côté, à de petits surplus, car des constructeurs ont multiplié les projets et doivent maintenant refaire leurs analyses. À lui seul, le président-directeur général des Résidences Soleil, Eddy Savoie, prévoit la mise en chantier de 1000 unités, à Laval et à Brossard, comparativement aux 2500 prévues dans l'île de Montréal.

Miller Thomson Pouliot

Avocats

millერთhompsonpouliot.com

514.875.5210

3358383A

3358403

3^E

DÉJEUNER

CONFÉRENCE

À MONTRÉAL

Madame Arpiné Aroyan

Directeur régional - Assurance service

Services immobiliers de Bell

Thème :

«Les initiatives novatrices de Bell Canada en matière d'économie d'énergie »

Date :

le jeudi 24 novembre 2005

Endroit :

Hôtel Fairmont Le Reine Élisabeth (Grand Salon) 900, boul. René-Lévesque O., Montréal de 12 h à 14 h

Heure :

Coût :

Membre : 65 \$ Non-membre : 85 \$

Réservations :

Madame Émilie Pétré Téléphone : (514) 281-0615, poste 24 Télécopieur : (514) 281-7965

Association de l'industrie électrique du Québec

Notre commanditaire principal

33580068

3358071

700

Affaires

710

OCCASIONS D'AFFAIRES

PROBLÈMES D'IMPÔTS ?

Protégez votre maison, etc.

Aide, et Séminaire le 25 nov. 05, par spécialistes

www.defenseursfiscaux.com 450-672-1333

715

FINANCEMENT

1re, 2e et 3e HYPOTHÈQUES

Rapide. Luc (514) 781-2267

ACHETONS COMPAGNIES

en difficultés financières, endettées, même envers le gouvernement. 514-382-4117

FINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE SANS PREUVE DE REVENUS

Intelligence hypothécaire 514-993-6629

PRÊTEUR PRIVÉ, 1ière, 2e hypothèque, auto, construction, cas spéciaux, spéculateur. 514 609-2985 Réponse 24h.

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES 1e/2e/3e

Réponse en 24 h / Confidential

Primatantis Capital (514) 393-4141 info@primatantis.com

8715

725

TENUE DE LIVRES, IMPÔT

COGEFI SOLUTIONS - Tenue de livres, états financiers, paie, TPS / TVQ, paiement des comptes, impôts particuliers et corporations. 514-288-9090 ou cogeifi@aei.ca

850

AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que la compagnie PLACEMENTS MARC-ANDRÉ BÉDARD INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.

Ste Julie, le 25 octobre 2005

Marc-André Bédard, président

R 850

800

Avis

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL No. : 500-06-000184-024

(Recours collectif) COUR SUPÉRIEURE

LUCIE BILLETTE, Requérante

c. TOYOTA CANADA INC. ET AL. Intimées

AVIS AUX MEMBRES

1. PRENEZ AVIS que l'exercice d'un recours collectif a été autorisé le 25 août 2005 par jugement de l'honorable juge Michel Delorme, de la Cour Supérieure, pour le compte des personnes physiques faisant partie du groupe suivant :

« Tous les consommateurs résidant au Québec qui ont acheté ou loué un véhicule automobile de l'une des intimées manufacturières d'automobiles dont le financement a été assuré par l'une des compagnies de finance intimées associées à l'une des intimées manufacturières d'automobiles et à qui on a exigé le paiement des frais pour la réquisition d'inscription d'une hypothèque mobilière pour la période du 27 septembre 1999 jusqu'au 27 septembre 2002. »

2. Le juge en chef a décrété que le recours collectif autorisé par le présent jugement doit être exercé dans le district de Montréal.

3. L'adresse de la requérante est la suivante :

Madame Lucie Billette
4362, rue Oxford
Montréal QC H4A 2Y6

L'adresse des intimées sont les suivantes :

Toyota Canada inc. 1400, rue Nobel Boucherville QC J4B 5H3	Toyota Crédit Canada inc. Services financiers Toyota 1400, rue Nobel, Boucherville QC J4B 5H3
General Motors du Canada Itée 5000, route Transcanadienne Pointe-Claire QC H9R 4R2	General Motors Acceptance Corp. du Canada Itée 455, boul. Fenelon, bureau 310 Dorval QC H9S 5S1
Daimler Chrysler Canada inc. 3000, route Transcanadienne Pointe-Claire QC H9R 4P6	Services financiers Daimler Chrysler (DEBIS) Canada inc. Services financiers Chrysler Canada 3100, chemin Côte-Vertu, bureau 400 Saint-Laurent QC H4R 2J8
Honda Canada inc. 1750, rue Eiffel Boucherville QC J4B 7W1	Honda Canada Finance inc. 1750, rue Eiffel Boucherville QC J4B 7W1
Volkswagen Canada inc. 333, chemin Côte-Vertu, bureau 440 Saint-Laurent QC H4R 2N1	Crédit VW Canada inc. Volkswagen Finance 333, chemin Côte-Vertu, bureau 440 Saint-Laurent QC H4R 2N1
Hyundai Motor America Hyundai Auto Canada 1155, boul. René-Lévesque O. Bureau 3100 Montréal QC H3B 3S6	Suzuki Canada inc. 4111, boul. Poirier Saint-Laurent QC H4R 2G9
Subaru Canada inc. 9750, route Transcanadienne Saint-Laurent QC H4S 1V9	Services de financement automobile Primus Canada inc. Crédit Hyundai Canada Crédit Suzuki Canada Crédit Subaru Canada 800, Place Victoria, bureau 3400 Montréal QC H4Z 1E9
Ford du Canada Itée 6505, route Transcanadienne, Bureau 200 Saint-Laurent QC H4T 1S3	Crédit Ford du Canada Itée 800, Place Victoria, bureau 3400 Montréal QC H4Z 1E9
Mazda Canada inc. 1155, boul. René-Lévesque O. Bureau 4000 Montréal QC H3B 3V2	Crédit Mazda Canada inc. 800, Place Victoria, bureau 3400 Montréal QC H4Z 1E9
Nissan Canada inc. Nissan Canada Finance 18109, route Transcanadienne Kirkland QC H9J 3K1	

4. Le statut de représentante pour l'exercice du recours collectif a été attribué à Mme Lucie Billette, 4362, rue Oxford, Montréal (QC) H4A 2Y6;

5. Les principales questions de fait et de droit qui seront traitées collectivement sont les suivantes :

À l'égard de chacun des membres du groupe qui a conclu un contrat d'achat et de financement ou de location d'un véhicule de l'une des intimées et qui a payé des frais d'inscription de droits réels au Registre des droits personnels et réels mobiliers :

1. La *Loi sur la protection du consommateur* (L.R.Q., c. P-40.1) s'applique-t-elle aux contrats conclus à cet effet?

2. Chacun des membres du groupe a-t-il reçu toutes les informations exigées par la *Loi sur la protection du consommateur*?

3. La publicité des intimées contrevient-elle aux dispositions de la *Loi sur la protection du consommateur*?

4. Les membres du groupe ont-ils droit au remboursement des frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers?

5. Les membres du groupe ont-ils droit à des dommages-intérêts?

6. Les membres du groupe ont-ils droit à des dommages-intérêts punitifs?

6. Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes :

ACCUEILLIR l'action en recours collectif de votre requérante et des membres du groupe contre les intimées;

CONDAMNER chacune des intimées liées à rembourser, conjointement et solidairement, à la requérante et à chacun des membres du groupe avec qui elles ont contracté, le montant qu'ils ont payé pour les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers;

CONDAMNER chacune des intimées liées à payer, conjointement et solidairement, à la requérante et à chacun des membres du groupe un montant forfaitaire de 100,00 \$ à titre de dommages-intérêts et ordonner le recouvrement collectif de cette condamnation;

CONDAMNER chacune des intimées liées à payer, conjointement et solidairement, à la requérante et à chacun des membres du groupe un montant forfaitaire de 100,00 \$ à titre de dommages punitifs et ordonner le recouvrement collectif de cette condamnation;

CONDAMNER chacune des intimées liées à payer, conjointement et solidairement, les intérêts sur lesdites sommes plus l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec* à compter de la date de signification de la présente requête;

CONDAMNER les intimées aux dépens, y compris les frais d'avis;

7. Le recours collectif à être exercé par la représentante pour le compte des membres du groupe consistera en : «Une action en remboursement des frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers facturés illégalement, en dommages-intérêts et en dommages exemplaires y compris les intérêts et les indemnités additionnelles prévues au *Code civil du Québec*. »

8. Tout membre faisant partie du groupe qui ne s'en sera pas exclu de la façon indiquée ci-après sera lié par tout jugement à intervenir sur le recours collectif.

9. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure, sauf permission spéciale, a été fixée au 30^e jour suivant celle de la publication du présent avis.

10. Un membre qui n'a pas déjà formé de demande personnelle peut s'exclure du groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure du district de Montréal par courrier recommandé ou certifié avant l'expiration du délai d'exclusion.

11. Tout membre du groupe qui a formé une demande dont disposerait le jugement final sur le recours collectif est réputé s'exclure du groupe s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion.

12. Un membre du groupe autre qu'un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les dépens du recours collectif.

13. Un membre peut faire recevoir par la Cour son intervention si celle-ci est considérée utile au groupe. Un membre intervenant est tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable à la demande des intimées. Un membre qui n'intervient pas au recours collectif ne peut être soumis à l'interrogatoire préalable que si le Tribunal le considère nécessaire.

Montréal, le 12 novembre 2005

Procureurs de la requérante :

Adams Gareau
1000, rue Sherbrooke O., bureau 1530
Montréal QC H3A 3G4
Tél. : (514) 848-9363
Téléc. : (514) 848-0319
www.adams gareau.com

Procureurs des intimées :

Lavery, DeBilly
Nicholl Paskell-Mede
Fraser, Milner, Casgrain



MICHEL GIRARD

FINANCES PERSONNELLES

Pour un Québec franc! (deuxième partie)

À la suite de ma chronique de samedi dernier *Pour un Québec franc !*, j'ai reçu beaucoup de commentaires et de questions. Vous en trouverez ci-après un échantillon assez représentatif.

Mais tout d'abord, un petit résumé.

En vue d'alléger le fardeau de la dette du Québec, les signataires du manifeste *Pour un Québec lucide* ont proposé d'augmenter substantiellement les tarifs d'électricité. « Le Québec, disent-ils, a la chance de disposer d'une ressource aussi précieuse que le pétrole. Si l'Alberta parvient à générer des revenus considérables avec son or noir, pourquoi le Québec se prive-t-il d'une partie du potentiel financier de son or bleu ? »

Dans ma chronique, j'ai indiqué que la comparaison avec l'Alberta était boiteuse. Si l'Alberta s'enrichit tant avec son pétrole, c'est parce qu'elle exporte une très grande partie de sa production alors que le Québec, lui, consomme à hauteur de 98,5 % l'électricité qu'il produit. Donc, une hausse de tarifs d'électricité aura sur le revenu disponible des Québécois le même effet dévastateur qu'une hausse d'impôt.

Besoin d'éclairage

Q Votre analyse semble limpide et repose sur une logique inébranlable. Augmenter ces tarifs ne ferait que chauffer la

« pompe à vide » du gouvernement du Québec. Notre secteur privé s'amenuise comme une peau de chagrin et l'appareil gouvernemental et ses dépenses ne diminuent pas.

La mondialisation frappe à nos portes. Mais ce qui m'inquiète le plus dans cette histoire, c'est que les signataires (du manifeste), supposément notre « élite », ne soient pas plus éclairés et puissent en arriver à des propositions aussi peu fécondes et bâclées... Peut-être voulaient-ils parler de l'électricité qui est exportée aux États-Unis uniquement ?

— Martin Olivier Robert, père de trois enfants déçu par son « élite »

Les signataires parlaient d'une hausse généralisée des tarifs d'électricité et visaient surtout les gens à revenus élevés. Selon eux, la politique de bas tarifs d'Hydro-Québec « profite d'abord aux personnes à revenus élevés, qui auraient les moyens de payer plus, qu'aux personnes moins aisées, qu'on peut protéger contre les augmentations de tarifs. »

Taxe déguisée

Q La hausse des frais d'électricité proposée par les auteurs du manifeste *Pour un Québec lucide* comme recette miracle pour résoudre nos problèmes financiers, était aussi

recommandée par le CD Howe Institute. Je me demandais si j'étais le seul à penser que cette hausse des frais d'électricité n'était qu'une taxe déguisée. Effectivement, notre électricité ne se vend qu'au Québec à l'opposé du pétrole albertain qui se vend sur le marché mondial. De plus, le gouvernement aurait intérêt à garder les coûts d'électricité bas pour encourager la consommation de celle-ci à la place du mazout, ce qui lui donnerait une chance de rencontrer ses objectifs liés au protocole de Kyoto.

— André Lefebvre

R Vous avez raison de nous rap-peler que l'électricité est une énergie peu polluante et qu'en cela, elle vaut son pesant d'or en matière de protection de l'environnement.

Honnêteté électrique

Q Pour plus de franchise, vous suggérez d'augmenter les impôts plutôt que l'électricité. Mais moi, je me dis ceci : l'électricité, comme tout le monde l'utilise, on ne peut pas s'en soustraire. Tandis qu'avec le travail au noir, il n'y a que les honnêtes gens qui paient des impôts. Je trouve donc plus juste une augmentation d'électricité qu'une augmentation des impôts.

Même les Hells ont besoin d'électricité pour se chauffer, s'éclairer, etc.

— Monsieur B.

R Vu sous cet angle, il appert qu'une hausse de tarifs d'électricité serait plus difficile à contourner, donc plus efficace pour aller chercher un supplément « d'impôt provincial » dans les poches des contribuables !

Et la thermopompe?

Q Vous n'avez pas parlé de l'incitation à la réduction de la consommation que devrait engendrer des tarifs plus élevés. Il me semble que c'est un facteur environnemental intéressant. Des tarifs plus élevés rendraient économiquement rentables l'installation de thermopompes, une meilleure isolation, des travaux de calfeutrage, des lampes à faible consommation, etc. Et si nous consommions moins, il y aurait plus d'électricité exportable. Le lien que vous faites entre les tarifs d'électricité et l'impôt sur le revenu m'apparaît fallacieux, puisque vous ne semblez le faire que dans un sens. Si l'augmentation des tarifs représente une hausse d'impôts déguisée, les bas tarifs actuels sont une subvention déguisée, non ?

— G.M.

R Les bas tarifs d'Hydro-Québec ne représentent pas une subvention déguisée puisque la société d'État a rapporté en 2004 des profits de 2,4 milliards de dollars et qu'elle a versé à son « actionnaire », le gouvernement du Québec, un dividende de 1,35 milliard, plus 700 millions de TVQ.

Remboursement de la dette

Q L'électricité est au Québec ce que le pétrole est à l'Alberta ou à l'Arabie Saoudite. Oui ! il faudrait augmenter les tarifs pour éliminer, si possible, toute notre dette nationale. On devrait utiliser systématiquement une moitié des profits pour réduire la dette, un quart des profits pour les remettre à l'industrie, et le dernier quart des profits, pour les retourner aux citoyens, en fonction de leur revenu.

— Denis Lahaie

R Il y a un hic : l'Alberta et l'Arabie Saoudite s'enrichissent grâce à l'exportation de leur pétrole, tandis que le Québec a besoin de la quasi-totalité de sa production pour répondre aux besoins de sa population. C'est pourquoi hausser les tarifs d'électricité ou augmenter les impôts revient à échanger quatre « trente sous » pour une piastre !

LA PRESSE

AFFAIRES

L'ESSENTIEL.

Tous les jours dans LA PRESSE

Miller Thomson Pouliot

Avocats

millerthomsonpouliot.com

514.875.5210

R&D

Les compagnies de recherche pharmaceutique du Canada

La recherche : source de vie

Paul Lucas

Les compagnies de recherche pharmaceutique du Canada (Rx&D) sont heureuses d'annoncer la nomination de monsieur Paul Lucas, président et directeur général de GlaxoSmithKline, à titre de président du conseil d'administration de Rx&D.

Monsieur Lucas a été nommé président et directeur général de GlaxoSmithKline en juin 2000 et est à l'heure actuelle responsable de toutes les opérations pharmaceutiques au Canada. Il s'est joint à Glaxo Canada en septembre 1986 et a été nommé président et directeur général en 1994.

Sous sa direction, GlaxoSmithKline est devenu un des quinze plus importants investisseurs en recherche et développement au Canada. Sa compagnie fait aussi partie du peloton de tête en matière de dons de charité au Canada. En 2004 seulement, plus de 8,6 millions de dollars ont été donnés. Monsieur Lucas a fait de GSK un meneur national dans le secteur manufacturier. GSK a produit et expédié pour plus de 2 milliards de dollars de produits pour usage au pays et à l'étranger. Ceci représente approximativement 25 % du total canadien des expéditions de produits pharmaceutiques. Avant de se joindre à la compagnie, monsieur Lucas s'est hissé dans la hiérarchie des gestionnaires chez Eli Lilly Canada et McNeil Pharmaceutical.

En outre, monsieur Lucas est président du conseil d'administration de TM Bioscience et membre du conseil d'administration de l'université Queen's dans lequel il occupe les fonctions de président du comité d'avancement. Il est aussi membre du comité consultatif du doyen de l'université de Toronto à Mississauga. En 2003, monsieur Lucas a présidé la campagne de Centraide dans la région de Peel et continue de jouer un rôle actif dans la communauté philanthropique du Canada de par ses activités au sein de IMAGINE.

Monsieur Lucas est membre du comité exécutif et du conseil d'administration des compagnies de recherche pharmaceutique du Canada. Il a présidé le conseil d'administration en 1998-1999.

Paul Lucas détient un baccalauréat spécialisé en biologie et en chimie de l'université Queen's, à Kingston, en Ontario.

Les compagnies de recherche pharmaceutique du Canada (Rx&D) est une association dont les membres sont engagés dans l'amélioration de la santé des Canadiens et Canadiennes. En tant que partenaire du système de santé, leurs découvertes permettent d'éliminer des interventions médicales telles les chirurgies qui ont des impacts importants sur la qualité de vie des patients et les budgets en santé. La communauté représente plus de 22 000 hommes et femmes œuvrant dans plus de 50 compagnies membres au Canada.

Le capital-risque au ralenti

PRESSE CANADIENNE

L'industrie du capital-risque a connu un net ralentissement de son activité au troisième trimestre, tant au Québec que pour l'ensemble du Canada, ce qui va à l'encontre de la tendance observée aux États-Unis. Les données divulguées hier par Réseau Capital, l'association qui regroupe les investisseurs en capital-risque au Québec, révèlent que 118 millions ont été investis dans les entreprises québécoises au cours du plus récent trimestre, ce qui représente un recul de 31 % par rapport à la période correspondante de 2004 et de 38 % par rapport au deuxième trimestre de 2005. Le nombre d'entreprises québécoises qui ont reçu du capital-risque n'a toutefois pas baissé aussi considérablement. Ainsi, 79 compagnies ont été financées au troisième trimestre de 2005, comparativement à 81 l'année précédente. Le recul est toutefois de 24 % par rapport aux 104 entreprises

financées au deuxième trimestre de 2005. Pour l'ensemble du Canada, le capital investi a totalisé 261 millions, soit 50 % de moins que les 522 millions investis au troisième trimestre de 2004 et 59 % de moins que les 635 millions du deuxième trimestre de 2005. L'activité québécoise des neuf premiers mois de 2005 n'a représenté que 37 % des dollars investis par l'ensemble de l'industrie canadienne, en baisse par rapport aux 54 % pour toute l'année 2004.

LA MONTRE LA PLUS PRESTIGIEUSE AU MONDE

KAUFMANN de SUISSE

Joailliers depuis 1954

MONTREAL

2195 Rue Crescent

(514) 848-0595

www.kaufmanndesuisse.ca

Prix JEUNE CA DÉCIDEUR

Êtes-vous un Jeune CA Décideur?

Afin de reconnaître l'extraordinaire contribution des jeunes CA au rayonnement de la profession comptable, l'Ordre des comptables agréés du Québec décerne chaque année le prestigieux prix *Jeune CA décideur*.

Cette distinction, accompagnée d'un prix de 5 000 \$, vise à souligner la détermination et le dynamisme d'un ou d'une comptable agréé(e) âgé(e) de 35 ans ou moins qui s'est illustré(e) par ses réalisations et qui a su relever des défis dans les domaines professionnel et communautaire.

Les candidatures seront soumises à un Jury de sélection composé de cinq CA d'expérience et présidé par Frank Zampino, FCA, président du comité exécutif de la Ville de Montréal.

Les dossiers de candidature doivent parvenir à l'Ordre au plus tard le **lundi 16 janvier 2006 à 17 h**.

Pour de plus amples renseignements sur le prix *Jeune CA décideur*, ou pour transmettre un dossier de candidature, veuillez communiquer avec **Jasmine Marcoux, CA**, conseillère Formation professionnelle et relève, au (514) 982-4645, j.marcoux@ocaq.qc.ca.

www.ocaq.qc.ca

NOMINATION

Andy Canham

Le vice-président principal des ventes mondiales de Sun microsystems inc., Robert MacRitchie, est heureux d'annoncer la nomination d'Andy Canham au poste de président de Sun microsystems du Canada inc.

Monsieur Canham est un professionnel accompli de la technologie d'information, qui met au profit de Sun plus de 20 ans d'expérience en développement des affaires et en leadership d'organisation, ainsi que sa grande habileté à diriger des équipes pour dépasser des objectifs d'affaires ambitieux. Récemment, monsieur Canham était vice-président de la région de l'Ouest canadien pour Hewlett Packard.

Avec sa connaissance approfondie de l'industrie et son expérience mondiale en informatique d'entreprise, monsieur Canham jouera un rôle clé dans la recherche d'occasions de croissance et d'investissement au Canada tout en supervisant la stratégie du portefeuille des produits Sun, incluant la nouvelle gamme de serveurs x64 Sun Fire et l'environnement d'exploitation Solaris.

Monsieur Canham a obtenu son baccalauréat en génie électrique de l'Université de Toronto. Il est aussi vice-président du conseil des gouverneurs au Bow Valley College à Calgary, en Alberta.

NOMINATION

Stéphane Boisvert

Le vice-président principal des ventes mondiales de Sun microsystems inc., Robert MacRitchie, est heureux d'annoncer la nomination de Stéphane Boisvert au poste de vice-président principal de l'organisation des solutions en clientèle de Sun. Monsieur Boisvert a aussi été de nommé président du conseil de Sun microsystems du Canada inc.

Monsieur Boisvert sera responsable de la création, du développement et de l'exécution des programmes mondiaux de Sun pour les ventes, les solutions et les stratégies. Il passe à ses nouvelles fonctions après avoir occupé pendant trois ans le poste de président de Sun microsystems du Canada. Sous sa direction, Sun Canada a aidé Sun à se tailler une place comme leader mondial dans divers secteurs clés, incluant la gestion d'identité et l'intégration commerciale.

Depuis 2003, Stéphane est membre du Cercle des présidents du Québec. De plus, il fait partie du conseil d'administration de l'Association canadienne de la technologie d'information et de celui du centre Wellspring Cancer Support. Stéphane a reçu, en 2000, le prestigieux prix Top 40 Under 40.

LA PRESSE AFFAIRES

CUIVRE

La disparition d'un courtier chinois jette de l'huile sur le feu

DAMIEN STEFFAN
AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES – Des rumeurs sur la disparition mystérieuse d'un « courtier voyou » chinois à Londres ajoutaient, hier, aux tensions sur les prix du cuivre qui sont actuellement à des niveaux records, le marché mettant sérieusement en doute les stocks massifs que la Chine prétend détenir.

Lundi, la tonne de cuivre avait atteint 4140 \$US en séance sur le London Metal Exchange (LME), un record historique. Elle a clôturé à 4120 \$US.

Depuis le début de l'année, même si la demande de cuivre a ralenti, la réduction parallèle de l'offre a maintenu sur le marché un déséquilibre favorable aux cours.

La Chine, par l'entremise du State Reserve Bureau (SRB), qui gère les stocks stratégiques de cuivre du pays, a récemment prétendu disposer de stocks massifs. Son ambition était de calmer les prix, en laissant entendre qu'elle avait la possibilité d'approvisionner largement un marché où les stocks sont très maigres.

« Il y a peu, le consensus sur le marché était que le SRB disposait de stocks d'entre 200 et 250.000 tonnes, dont une bonne partie de vieux cuivre, pas forcément de bonne qualité », rappelle Stephen Briggs, analyste métaux à la Société Générale.

« Et tout d'un coup, le SRB prétend disposer de 1,3 million de



PHOTO SEOKYONG LEE, BLOOMBERG ©

Depuis le début de l'année, même si la demande de cuivre a ralenti, la réduction parallèle de l'offre a maintenu sur le marché un déséquilibre favorable aux cours.

tonnes. Naturellement, le marché n'accorde à cette information aucune crédibilité », ajoute-t-il.

À l'instar de nombreux analystes, le SRB aurait donc parié sur un recul des cours cette année, et

vendu à découvert : après s'être engagé à livrer du cuivre qu'il ne détenait pas encore à un prix et une date donnés, le SRB a attendu que les cours baissent, espérant acheter la marchandise moins chère

qu'il ne la vendait, et empocher un bénéfice.

Cette opération mettrait le SRB dans l'obligation de livrer, avant le 21 décembre, entre 50 000 et 200 000 tonnes (selon les analys-

tes interrogés) de cuivre qu'il ne détient pas, et qu'il va devoir acheter beaucoup plus cher qu'il ne l'a vendu, essayant au passage des pertes énormes.

Hier, les cours stagnaient car le marché attendait d'en savoir plus sur ce qu'une analyste du secteur qualifiait de « plus gros scandale » depuis 10 ans : la mystérieuse disparition du courtier qui aurait réalisé les opérations à découvert pour le compte du SRB, un certain Liu Qibing.

Contacté par l'AFP, un porte-parole du LME n'a pas souhaité commenter ces « rumeurs de marché », précisant que le LME connaissait bien tous les opérateurs mais était tenu de protéger l'anonymat des transactions.

Le SRB, interrogé également, a prétendu pour sa part que M. Liu Qibing n'existait tout simplement pas.

Un courtier shanghaien de Zhe-jiang NanHua Futures affirme cependant le contraire. M. Qibing, explique-t-il à l'AFP, est courtier, et il travaillait de fait pour le SRB à Londres.

Selon lui, les nouvelles des pertes auxquelles M. Qibing fait face ont émergé il y a quatre semaines, et il serait à l'heure actuelle l'objet d'une enquête du SRB.

« Disons qu'il y avait déjà un feu sur le marché, et que cette histoire a jeté de l'huile dessus. Inévitablement, on commencera bientôt à parler d'un courtier voyou », a dit Stephen Briggs, faisant allusion à Nick Leeson, qui avait perdu 1,3 milliard US et coulé la banque Barings en 1995.

SFK Pâte suspend ses distributions

PRESSE CANADIENNE

La valeur des parts du fonds de revenu SFK Pâte a fondu de plus de 20 %, hier, après que l'entreprise de Saint-Félicien eut fait savoir qu'elle suspend ses distributions aux actionnaires en raison de « conditions difficiles » dans l'in-

dustrie du papier. Cette suspension des distributions au comptant s'applique pour les mois de novembre et décembre. La direction a précisé qu'une reprise des versements pourrait être envisagée en janvier.

Le titre a clôturé à 3,15 \$, en baisse de 80 cents.

Miller Thomson Pouliot

Avocats

millerthomsonpouliot.com

514.875.5210

3358390A

3358408

CINÉMA

TOUS LES SCÉNARIOS...

Tous les samedis dans

LA PRESSE

AFFAIRE NORBOURG

Lacroix retire une requête

DENIS ARCAND

Juste avant une audience prévue hier matin en Cour supérieure, le financier Vincent Lacroix a retiré hier sa requête visant à contester la légalité d'une des nombreuses perquisitions faites chez Norbourg et chez des fournisseurs de services comptables de Norbourg le 25 août dernier par l'Autorité des marchés financiers du Québec et la police.

M. Lacroix, fondateur du Groupe Norbourg maintenant en faillite, affirmait jusqu'à hier matin que la perquisition faite chez la firme comptable KPMG par l'Autorité comportait divers vices (KPMG était

le vérificateur d'une famille de fonds communs appartenant à Norbourg, qui fait l'objet d'une enquête de fraude et détournement).

La procédure de M. Lacroix avait obligé la Cour supérieure, le 7 novembre, à reporter une cause de secret professionnel qui oppose KPMG et l'Autorité. KPMG n'a pas reçu de M. Lacroix la permission de lever le secret professionnel sur les documents saisis lors de la perquisition. L'Autorité affirme que le secret professionnel n'appartient plus à M. Lacroix.

En attendant, trois boîtes de documents demeurent sous scellés au palais de justice, et n'ont toujours pas été examinées par les enquê-

teurs de l'Autorité.

Maintenant que M. Lacroix a retiré sa requête, cette cause pourra procéder cette semaine avec une dizaine de jours de retard.

Hier, le juge Jean-Guy Boilard, de la Cour supérieure, a accueilli le retrait de la requête de M. Lacroix favorablement, la qualifiant de « abusive, dilatoire et vouée à l'échec », a noté l'Autorité des marchés financiers.

Les avocats de M. Lapointe, du cabinet Lapointe Rosenstein, avaient évoqué dans la requête déposée le 7 novembre l'éventualité de se rendre en Cour suprême si nécessaire.

Personne n'a pu être joint chez Lapointe Rosenstein.

Le sublime

JAGUAR

699 \$/MOIS*

TAUX ANNUEL DE 5.4%

2006 JAGUAR X-TYPE ÉDITION DE LUXE

LOCATION 48 MOIS ACOMPTÉ DE 3 825 \$

3339436A

3339439

SAIT GARDER LE CONTRÔLE.

MODÈLE MONTRÉ : 2006 X-TYPE, ÉDITION SPORT

SOUS TOUT CLIMAT ET QUELLES QUE SOIENT LES CONDITIONS DE LA ROUTE, LA JAGUAR À TRANSMISSION INTÉGRALE vous permettra de garder le contrôle. Mais ce ne sera pas la seule caractéristique de série à vous étonner. La X-TYPE ÉDITION DE LUXE offre aussi le toit ouvrant à commande électrique. Les sièges chauffants pour conducteur et passager avec réglage électrique en 10 directions. Le pare-brise chauffant. La chaîne audio Alpine® haut de gamme à 10 haut-parleurs. Le volant en bois et en cuir. Les capteurs d'aide au stationnement en marche arrière. Les phares bi-xénon. Et les roues en alliage de 17 po.

LAVAL

JAGUAR LAVAL

3475, boul. Le Carrefour

450.688.1880

MONTRÉAL

LES MOTEURS DECARIE

8255, rue Bougainville

514-334-9910

SAINT-LÉONARD

JOHN SCOTTI JAGUAR

4305, boul. Métropolitain Est

514-725-2221

VANIER

AUTO COLLECTION DE QUÉBEC

175, rue Marais

418.683.4451

*Louez une nouvelle X-TYPE ÉDITION DE LUXE 2006 pour 699 \$/mois, montant basé sur un taux de location annuel de 5.4% pendant 48 mois de Jaguar Credit, pour locataires admissibles sur approbation de crédit. Coût total de location : 37 377.00 \$. Option d'achat : 21 182.70 \$. Coût comptant total sans location : 50 435.00 \$. Coût de l'emprunt : 7 493.60 \$ ou 5.4% par année. Basé sur un maximum de 64 000 km sur 4 années. Frais de 0.15 \$ pour chaque kilomètre additionnel, plus taxes applicables. 3 825 \$ d'acompte ou échange équivalent requis. Premier mois de location et dépôt de sécurité de 750 \$ requis. Transport de 995 \$, immatriculation, assurance, frais d'administration et toutes taxes applicables en sus. Les concessionnaires peuvent vendre à moindre prix. Offre d'une durée limitée pouvant être annulée en tout temps sans préavis. Pour plus de détails, voyez votre concessionnaire Jaguar, visitez jaguar.ca ou composez 1.800.4.JAGUAR. ©JAGUAR CANADA.

Le fisc saisit une firme liée à Mount Real

FRANCIS VAILLES

Une firme apparentée à la Corporation Mount Real a vu ses biens saisis par le fisc, à la fin octobre. L'entreprise en question s'appelle Upland Global et est inscrite à la Bourse de croissance TSX.

La saisie a eu lieu le 25 octobre et visait à faire respecter un jugement de la Cour supérieure du Québec concernant une facture d'impôts impayée de 581 305 \$ à l'endroit du ministère du Revenu du Québec.

La saisie a eu lieu dans les locaux de Upland, au 2500 de la rue Allard, à Montréal.

Il s'agit de la même adresse
que celle de la Corporation

Mount Real, l'entreprise mise sous tutelle par l'Autorité des marchés financiers (AMF) la semaine dernière.

L'AMF reproche à Mount Real, à iForum et à ses dirigeants d'avoir recueilli des fonds sans prospectus auprès des investisseurs ces dernières années et d'avoir « bafoué leurs intérêts ».

Quelque 870 épargnants sont actuellement incapables de récupérer leur investissement, totalisant 65 millions de dollars.

Upland se définit comme une entreprise de marketing direct faisant affaire au Canada et aux États-Unis.

Le titre de l'entreprise est inscrit à la Bourse de croissance TSX, mais fait l'objet d'une suspension de transactions depuis

que l'AMF a fait geler les fonds de Mount Real et iForum, le 10 novembre.

Les dirigeants de Upland n'ont pas crû bon d'émettre un communiqué pour faire part de la saisie du fisc.

Ils n'ont pas davantage abordé la question dans le communiqué sur les résultats annuels, publié le 9 novembre.

Hier, ni l'AMF ni la Bourse TSX n'a voulu faire de commentaires sur la pertinence de cette information pour les actionnaires ou sur l'obligation de divulgation.

Upland a des liens étroits avec Mount Real. Le principal actionnaire et président de Upland est William A. Urseth, un partenaire d'affaires de longue date de

Lino P. Matteo, PDG de Mount Real.

Sur le conseil d'administration de Upland se retrouvent Laurence Henry et Michael Maloney. Laurence Henry vient de se voir interdire de pratiquer le commerce des valeurs mobilières par l'AMF pour avoir joué un rôle dans la collecte illégale de fonds de Mount Real. Quant à Michael Maloney, il est l'avocat d'affaires de Mount Real et de Norshield.

Par le passé, Upland a eu des démêlés avec la justice américaine, révélait *La Presse Affaires* dans une enquête publiée en juin dernier. Les problèmes étaient notamment liés à un des produits-vedettes de Upland, censé protéger les clients contre le vol d'identités. Ce pro-

duit est toujours vendu par téléphone depuis Montréal, au prix de 250 \$.

Au cours de la dernière année, les résultats de Upland se sont significativement détériorés. Les ventes de l'exercice terminé fin juillet se sont élevées à 2,5 millions, en baisse de 57 % sur l'année précédente. La perte s'est élevée à 316 360 \$. Nous avons tenté de joindre William Urseth, mais sans succès.

Par ailleurs, précisons que les sept titres suspendus par la Bourse en lien avec l'affaire Mount Real n'ont toujours pas repris leurs transactions. Les dirigeants de Upland, Honeybee, Gopher et autres doivent émettre des communiqués avant la levée de la suspension.



_L'INVASION

_JOUR 10: Je... vais... devenir... fou. Il y a trop de serveurs. Trop de systèmes d'exploitation. Trop de bases de données. Et rien n'est intégré. Que faire?

_JOUR 39: Ils ont envahi la cafétéria. Je pensais avoir perdu la tête, mais Pierre les voit, lui aussi.

JOUR 40: J'ai repris le contrôle grâce à un système iSeries. Il s'agit d'une seule solution intégrée - serveur, unité de stockage, logiciels et fonctions de sécurité - qui prend en charge plusieurs systèmes d'exploitation. Tout est si simple maintenant. Super!

_JOUR 41: Je me demande combien d'informaticiens sont
présentement pris au piège par leur propre infrastructure?
Mais où donc va le monde?

ibm.com/**eserver/control**/iseries/ca/fr

LA PRESSE AFFAIRES

Des problèmes budgétaires à long terme, selon Bernanke

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON – Ben Bernanke, successeur désigné d'Alan Greenspan à la tête de la Réserve fédérale américaine (Fed), a estimé hier que l'économie américaine devrait évoluer sur une trajectoire solide à court terme, même si les prix élevés de l'énergie constituent le risque le plus important.

Pour le plus long terme, Ben Bernanke a jugé que les dépenses sociales constitueraient « un très sérieux défi » pour l'économie américaine.

« À court terme, l'économie est sur une trajectoire solide. La croissance a été rapide au cours des dernières années, le marché du travail s'améliore. Et je m'attends à ce que la croissance continue l'année prochaine malgré les impacts évidemment importants des ouragans », a expliqué M. Bernanke lors de son audition devant la commission bancaire du Sénat.



PHOTO CHRIS KLEPONIS, BLOOMBERG NEWS ©

Ben Bernanke succédera à Alan Greenspan à la tête de la Réserve fédérale américaine (Fed).

« En ce qui concerne l'inflation, je pense que la principale inquiétude, le principal problème est lié aux prix de l'éner-

gie », a-t-il ajouté.

Dans le cas où les prix de l'énergie devraient encore s'apprécier, la Fed devra s'assurer

qu'ils n'aient pas d'effets indirects sur le reste de l'économie, a-t-il dit.

« Donc, la situation à court terme est solide, il y a certainement des risques », a-t-il résumé.

Néanmoins, Ben Bernanke a estimé que l'économie américaine allait avoir à faire face à des « problèmes sérieux de long terme », au premier rang desquels des problèmes budgétaires liés aux dépenses sociales. « Ils représentent un très sérieux défi pour notre économie », a-t-il souligné.

L'éducation et le maintien de l'avance des États-Unis dans le domaine technologique constituent deux autres problèmes de long terme, a encore ajouté M. Bernanke.

Le successeur d'Alan Greenspan a estimé que les prix de l'immobilier aux États-Unis allaient « probablement se stabiliser » et que les actifs américains restaient très attrayants pour les investisseurs étrangers.

EN BREF

La Banque de Montréal lorgne le Midwest

La Banque de Montréal, cinquième banque en importance au Canada sur le plan des actifs, prévoit doubler le nombre de ses succursales dans le Midwest américain pour le porter à environ 400 au cours des cinq prochaines années. La banque est également en quête d'acquisitions pour assurer son essor dans la région de Chicago et dans les États voisins, a précisé hier Frank Techar, patron de la division Harris Bank, de la Banque de Montréal. M. Techar s'adressait à des investisseurs lors d'une conférence commanditée par Merrill Lynch à New York. « Nous sommes en position pour hausser la cadence des acquisitions », a lancé M. Techar au cours d'une présentation diffusée par Internet. Depuis 1999, la Banque de Montréal a consacré environ 1,5 milliard CAN en acquisitions dans le Midwest américain. Au chapitre des dépôts, la Harris Bank est la troisième banque en importance dans la région de Chicago, et elle occupait 10 % du marché au 30 juin dernier, selon des informations fournies par SNL Datasource. Bloomberg

Six Flags: appui à Red Zone

Les investisseurs de Six Flags (propriétaire de La Ronde) devraient appuyer les efforts de Daniel Snyder, propriétaire de l'équipe de football Redskins, de Washington, pour augmenter sa participation dans la compagnie et pour évincer trois dirigeants, selon Institutional Shareholder Services (ISS). « Les actionnaires ont intérêt à l'heure actuelle à transmettre leur consentement (aux propositions de M. Snyder) », écrit ISS, de Rockville, dans le Maryland, selon un communiqué publié hier par Red Zone, société appartenant à M. Snyder. Red Zone est le plus important actionnaire de Six Flags, dont il détenait 11,7 % des actions le 19 octobre dernier. ISS évoque « la décevante performance à long terme » de Six Flags et la fiche de Red Zone quant à sa capacité de redresser des entreprises. En août dernier, M. Snyder a offert 6,50 \$US l'action pour presque tripler sa participation dans le cadre d'une proposition qui ferait en sorte que soient évincés Kieran Burke, PDG de Six Flags, et deux autres membres du conseil d'administration. En réaction, Six Flags s'est mis en vente et a incité les actionnaires à rejeter l'offre de M. Snyder. Bloomberg

Recul des ventes d'autos aux É.-U.

Les ventes de détail aux États-Unis ont reculé de 0,1 % en octobre par rapport à septembre en raison de la chute des ventes de voitures, car hors automobile, ces ventes ont progressé de 0,9 %, a annoncé hier le département du Commerce. Le chiffre des ventes de détail est inférieur aux attentes des analystes qui tablaient sur un recul de 0,7 %, mais hors automobile, ils tablaient sur une hausse de 0,3 % seulement. En septembre, la hausse des ventes de détail avait atteint 0,2 % selon le chiffre révisé, comparativement à une première estimation de +0,3 %. Sur un an, les ventes au détail ont augmenté de 5,7 % par rapport à octobre 2004, a encore indiqué le ministère. Le département du Commerce a indiqué qu'il n'était pas en mesure d'évaluer l'impact des ouragans Katrina et Rita sur les ventes au détail, jugeant qu'il existait des effets à la fois négatifs et positifs. Les ventes d'automobiles, qui ont un poids déterminant mais dont les variations peuvent être importantes d'un mois à l'autre, ont reculé de 3,6 % en octobre. Un recul qui s'explique par la fin des campagnes de ventes promotionnelles de l'été. Agence France-Presse

Voyagez léger. Partez avec votre bureau.



BlackBerry 7250^{MC}

49,99\$*

(avec un contrat de 3 ans)



BlackBerry 7520^{MC}

à la puissance MIKE^{MD}

99,99\$*

(avec un contrat de 3 ans)



Treo^{MC} 650 de Palm^{MD}

299,99\$

(avec un contrat de 3 ans)



Audiovox^{MC} 6600

349,99\$

(avec un contrat de 3 ans)



UTStarcom^{MC} 6700

399,99\$

(avec un contrat de 3 ans)

Vos affaires en évolution^{MC}. Visitez telusmobilite.com/affaires

TELUS
mobilité^{MD}

le futur est simple^{MD}

BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

Solutions Affaires TELUS Mobilité
1 888 940-2617
wbscentre.tm@telus.com

Montréal

Centre-ville
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
Action Télécom Inc.
1531, rue Notre-Dame Ouest
(514) 989-9952

Communications Métropolitaine
8780, boul. Saint-Laurent, local 4
(514) 384-4447

Communications MOBILENET Inc.
5165, ch. Queen-Mary, local GR-2
(514) 788-5080
Direct.Com
2553, boul. Henri-Bourassa
(514) 381-3490

Dollard-des-Ormeaux
La Zone SCP
3349B, boul. des Sources
(514) 421-9889

Laval

Contact Com. D.L. Communications
1521, autoroute 440 Ouest
(450) 682-3888
Digital Radio Communication inc.
1811, boul. Curé Labelle
(450) 431-2445

Terrebonne

SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon
(450) 492-1748

RÉGIONS

Beloil

Cellulaire +
559, boul. Laurier
(450) 446-8895

Blainville

Digital Radio Communication inc.
9, boul. de la Seigneurie
(450) 419-4444

Candiac

D2 Technologie Inc.
89, ch. Saint-François-Xavier
(450) 635-6111

Greenfield Park

Proxi Telecom Inc.
3814, boul. Taschereau
(450) 671-0605

Repentigny

Technicomm
346, rue Notre-Dame
(450) 582-0085

Saint-Jean-sur-Richelieu

Majestech inc.
855, ch. du Grand-Bernier Nord,
local 100
(514) 990-0547

Sainte-Julie

Alto Communication
1950, ch. du Fer-à-Cheval
(450) 649-2525

Saint-Hyacinthe

Cellulaire +
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise
(450) 773-6621

Saint-Laurent

D2 Technologie
2119, boul. Marcel-Laurin
(514) 904-5888
PC Page Communications Inc.
3832, boul. Côte-Vertu
(514) 339-1130

SE RÉUNIR POUR LE PLAISIR ET LES AFFAIRES



*Les Trois Tilleuls
et Spa Givenchy*

SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU



(Autoroute 20, sortie 112)
Tél. : (514) 856-7787
www.lestroistilleuls.com

Offre valable jusqu'au 31 décembre 2005. Prix nets en vigueur à la signature d'un contrat de 3 ans après rabais obtenu en magasin ou crédit porté au compte et affiché sur votre prochain relevé mensuel de TELUS Mobilité. *Cette offre s'adresse aux clients qui mettent leur appareil en service avec un contrat de 3 ans et qui optent pour un forfait combiné Web, courriel et voix d'une valeur minimale de 80 \$/mois. Le prix et la disponibilité des appareils peuvent varier. Les familles BlackBerry et RIM de marques, d'images et de symboles apparentés sont la propriété exclusive et sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de Research In Motion Limited. Palm est une marque de commerce exploitée par palmOne, Inc. Audiovox est une marque de commerce déposée d'Audiovox Corp. Tous les autres noms de marque et de produit mentionnés appartiennent à leur propriétaire respectif. Le logo Mike, le futur est simple et Vos affaires en évolution sont des marques de commerce de TELUS Corporation. © 2005 TELUS Mobilité.

LA PRESSE AFFAIRES

Retour à la réalité

Les expéditions manufacturières en baisse

RICHARD DUPAUL

Après un mois d'août très animé, les manufacturiers canadiens ont ralenti la cadence en septembre, réduisant leur production de 0,5 % par rapport au mois précédent en réaction surtout à la baisse des ventes d'automobiles.

Si bien qu'en tenant compte de la perte de vitesse de la construction résidentielle observée cet automne, l'économie canadienne aurait clôturé le troisième trimestre avec un rythme plus lent, estiment des économistes.

« Les données divergentes indiquent que l'économie a enregistré une faible croissance en septembre, soit de 0 % à 0,1 %, après un bon départ au début du trimestre », affirme Sherry Cooper, économiste en chef chez BMO Nesbitt Burns.

Cependant, les experts écartent pour l'instant la possibilité que la Banque du Canada change son fusil d'épaule et mette fin à la hausse des taux d'intérêt amorcée l'été dernier.

« Il faut s'attendre à deux autres augmentations de 25 centièmes », affirme Carlos Leitaó, économiste en chef chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne. Cela porterait le taux directeur à 3,5 % à la fin de janvier, selon lui.

Au Mouvement Desjardins, on prévoit plutôt que la banque centra-

le haussera les taux à trois reprises, soit jusqu'à 3,75 %, avant de faire une pause en mars. La Banque du Canada a haussé les taux d'intérêt en septembre et en octobre, tout en soulignant que l'économie tournait à plein régime dans l'ensemble. De plus, le chômage est à son plus bas niveau depuis deux ans et demi.

Selon M^{me} Cooper, le repli des livraisons en septembre marque « un retour à la réalité » pour l'industrie manufacturière après une poussée surprenante de 3,1 % le mois précédent sous l'effet des généreux rabais consentis l'été dernier par les constructeurs automobiles, tels que General Motors et Ford.

Fait à noter, le Québec industriel a réussi tout de même à accroître ses livraisons de 1,6 %, en septembre, grâce notamment à un regain du secteur aérospatial.

Les expéditions de l'industrie du transport au Québec, qui regroupe surtout les Bombardier, Bell Helicopter et autres fournisseurs du monde de l'aviation, sont en hausse de 10 % environ (variation annuelle en dollars constants) pour les neuf premiers mois de 2005, note Joëlle Noreau, économiste au Mouvement Desjardins.

Les ventes du secteur québécois de l'informatique et de l'électronique ont été également soutenues, avec une hausse de 9 % depuis le début

de l'année. Ce qui fait dire à M^{me} Noreau que le Québec industriel ne s'en tire pas trop mal compte tenu de la flambée des prix du pétrole et de la hausse des taux d'intérêt.

Automobile

Selon Statistique Canada, les livraisons de l'ensemble du secteur manufacturier au pays ont atteint 51,6 milliards de dollars en septembre, constituant un repli de 0,5 %.

Une forte baisse de 8,2 % de la fabrication d'automobiles a été partiellement compensée par des hausses dans les industries de l'aérospatiale et des produits chimiques. « Les programmes d'incitation à l'achat offerts par différents constructeurs automobiles, qui permettent aux clients d'épargner des milliers de dollars, ont fait en sorte que les ventes qui auraient probablement été réalisées à l'automne sont survenues durant l'été », explique l'agence fédérale.

Mise à part l'industrie des véhicules automobiles, fortement concentrée en Ontario, les expéditions manufacturières ont augmenté au rythme « relativement bon » de 0,6 %, a souligné Statistique Canada.

En fait, les livraisons sont en baisse dans la moitié des industries (10 sur 21), représentant 53 % des ventes manufacturières canadiennes.

LA PRESSE
AFFAIRES
L'ESSENTIEL.

Tous les jours dans **LA PRESSE**



Le Québec survivra-t-il au raz-de-marée chinois ?

DÉJEUNER - CAUSERIE

La participation croissante des pays asiatiques aux échanges mondiaux signifie-t-elle inévitablement le déclin de l'économie québécoise ?

James P. Womack, Ph. D., président et fondateur du Lean Enterprise Institute de Boston, décrira comment l'adoption de « pratiques allégées » permettrait aux organisations québécoises de survivre et d'occuper une meilleure place sur l'échiquier économique nord-américain.

James P. Womack, Ph. D., expert en « pratiques allégées » (lean thinking), est coauteur de *The Machine That Changed The World – The Story of Lean Production*, l'ouvrage de gestion manufacturière le plus important des 20 dernières années (*The Economist*).

Date : 30 novembre 2005
Lieu : Montréal, Hôtel Ritz-Carlton, 1228, rue Sherbrooke Ouest
Heure : 11 h 30 à 14 h (Conférence en anglais)

Inscrivez-vous dès maintenant !
En ligne : www.cefr.io.qc.ca
Courriel : rendez-vouscefr.io@cefr.io.qc.ca
Information : (418) 523-3746

Le CEFRIO profitera de l'occasion pour lancer la quatrième édition de son magazine *Perspectives* portant sur la productivité des entreprises et destiné aux décideurs québécois.

cefr.io
votre lien avec l'avenir

ÉCOLE
POLYTECHNIQUE
MONTRÉAL

Merci à nos partenaires

COGECO
COGECO CÂBLE INC.

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Miller
Thomson
Pouliot
Avocats

millerthomsonpouliot.com

514.875.5210

3361195A



En 2003, James P. Womack, Ph. D., remportait le **Shingo Prize for Excellence in Manufacturing**, véritable « prix Nobel du secteur manufacturier » (*Business Week*).

3361195A

Tread Lightly® Conduisez de façon responsable hors route. © 2005 Land Rover Canada. * PDSF du LR3 V6 2006 avec GROUPE HAUT DE GAMME : 57 900,00 \$. Les taxes sont calculées sur le montant total du véhicule. ** Sur approbation de crédit de Land Rover; obtenez 4,9 % de taux de financement pour un terme allant jusqu'à 48 mois à la location de tout LR3 V6 2006 neuf. Exemple : sur approbation de crédit, un taux de financement annuel de 4,9 % pour une location de 48 mois à un particulier vous permet de louer un LR3 V6 2006 avec le groupe Premium à 699,00 \$ par mois. Obligation locative totale de 18 873,00 \$. Une limite de 32000 km pendant 27 mois s'applique. Des frais de 20 cents le km, plus taxes applicables, s'appliquent au kilométrage excédentaire. Aucun versement initial exigé. Valeur résiduelle à la fin du terme 44 246,25 \$ plus les taxes applicables. Première mensualité et dépôt de sécurité de 850,00 \$ exigés. Sur approbation de Crédit Land Rover; obtenez 4,9 % de financement pour un terme allant jusqu'à 48 mois à l'achat de tout LR3 V6 2006 neuf. Exemple : pour un achat d'une valeur de 30 000 \$ à un taux de financement annuel de 4,9 % pour un terme allant jusqu'à 48 mois, les mensualités sont de 689,52 \$, le coût d'emprunt est de 3 562,26 \$ ou le taux de financement annuel de 4,9 %, et le total à rembourser est de 33 562,26 \$. Aucun versement initial exigé. Frais de transport: 995,00 \$, immatriculation, assurances et taxes applicables en sus. Ces offres prennent fin le 2 Janvier 2006 et peuvent être annulées à tout moment sans préavis. Certains modèles peuvent faire l'objet d'une commande spéciale. † Aménagement 7 places possible avec groupe banquette arrière en option. †† Six visites d'entretien périodique gratuites. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Tous les détails chez votre concessionnaire Land Rover.

IDÉE :

Pendant que d'autres rêvaient d'augmenter leur chiffre d'affaires, nous imaginions un VUS technologiquement supérieur.



Nous rêvions d'un VUS de luxe. Avec aménagement 7 places[†], technologie Terrain Response^{MC} brevetée et suspension pneumatique électronique réglable. Il semble que nos concurrents imaginaient des billets verts valser devant leurs yeux.

LES MOTEURS DÉCARIE

8255, rue Bougainville
Montréal
Tél. : (514) 334-9910

LAND ROVER SAINT-LÉONARD

4305, boul. Métropolitain Est
Saint-Léonard
Tél. : (514) 722-3344

LAND ROVER LAVAL

3475, boul. Le Carrefour
Laval
Tél. : (450) 688-1880

AUTO COLLECTION DE QUÉBEC

175, rue Marais
Vanier
Tél. : (418) 683-4451



3339472A

3341324

Vous recrutez et devez...

- Décrire un poste?
- Rédiger une offre d'emploi?
- Spécifier les compétences recherchées?
- Établir un profil de personnalité souhaité?

LE MONDE DU TRAVAIL de A à Z - DEUXIÈME ÉDITION

DICTIONNAIRE SEPTEMBRE
DES MÉTIERS
ET PROFESSIONS

SUIVI DU GUIDE CLÉO, DES CLÉS POUR S'ORIENTER

Exprimez clairement vos besoins!



Septembre
éditeur

www.septembre.com ou 1 800 361-7755

3327895A

3369249

LA PRESSE

VICE-PRÉSIDENT(E) AUX FINANCES

Relevant du président de l'entreprise, le vice-président aux finances est responsable des stratégies financières et de la planification budgétaire, du financement, des analyses d'acquisitions, des relations avec les institutions financières et de la gestion des opérations financières et comptables. Membre de l'équipe de la haute direction, il est aussi responsable de fournir l'expertise et l'appui nécessaires aux directions dans la mise en oeuvre d'importants projets financiers.

Les qualifications - La personne idéale sera détentrice d'un titre comptable ou financier, préférablement la désignation de comptable agréé ou planificateur financier. Elle aura aussi complété une formation postsecondaire, préférablement au niveau de la maîtrise en administration des affaires, finance ou commerce, ou dans une discipline connexe. L'expérience dans les secteurs de l'immobilier ou la construction pourrait être considérée équivalente à cette formation. Elle sera complètement bilingue (français et anglais), tant à l'oral qu'à l'écrit, en plus de posséder au moins 7 à 10 ans d'expérience progressive en planification et gestion financière, dans des postes supérieurs requérant un niveau élevé d'analyse, de jugement stratégique et de confidentialité.

La rémunération - Le salaire sera fixé en fonction des qualifications et de l'expérience du candidat choisi. Ce poste intéressera les leaders dans le domaine des finances dont la rémunération se situe déjà à un niveau supérieur.

Toute personne intéressée par ce poste stratégique chez notre client est invitée à présenter sa candidature en toute confidentialité, en faisant parvenir son curriculum vitae accompagné d'une lettre expliquant son intérêt pour le poste, par courriel à jleroux@affex.ca ou par télécopie au (819) 770-9293.

La date limite est le 24 novembre 2005 à 16 h.

Affex

RECHERCHE DE CADRES
EXECUTIVE SEARCH

102-10, rue Noël - Gatineau (Québec) J8Z 3G5 Tél.: (819) 776-9292 Fax (819) 770-9293
97, rue Beechwood - Ottawa (Ontario) K1M 1L7 Tél.: (613) 744-1129 Fax (613) 744-3449

VELAN

VELAN INC., chef de file mondial dans la fabrication de robinetterie, est à la recherche de candidats pour combler les postes suivants dans son usine de Montréal.

Administrateur, Base de Donnée ORACLE / SQL

Le candidat idéal devrait posséder de 3-5 ans d'expérience dans l'administration de base de donnée Oracle et serveur SQL sur des systèmes d'information vitaux à l'entreprise et dans un environnement informatique mixte de Windows et de Linux.

La préférence ira aux candidats qui ont de 3 à 5 années d'expérience pertinente dans un environnement informatisé vital au fonctionnement de l'entreprise et des certifications reconnues. De grandes compétences en SQL sont nécessaires.

La connaissance complémentaire de l'un des aspects suivants sera considéré comme un atout : système de veille stratégique, portails, .NET, Java, Rapports Crystal ou les formulaires/rapports Oracle.

Programmeur

Le candidat idéal devrait posséder une solide expérience à titre de programmeur dans un milieu manufacturier avec une connaissance des aspects relatifs à un tel milieu et aux applications financières et de gestion des commandes.

La préférence ira aux candidats qui ont de 3 à 5 années d'expérience pertinente avec BaaN et l'utilisation de ses outils de développement d'applications. De grandes compétences en SQL sont nécessaires. Des certifications reconnues ou des études post-secondaires sont préférables. La connaissance de l'un des aspects suivants sera considéré comme un atout : C++, .NET, Java, les outils de système de veille stratégique, Rapports Crystal ou les formulaires/rapports Oracle.

Si l'un de ces défis vous intéresse, faites parvenir votre candidature, en mentionnant le titre du poste convoité, à : Myriam Gervais, Velan Inc., Service des ressources humaines, 7007 Côte de Liesse, Montréal (QC) H4T 1G2. Télécopieur : (514) 908-0179 • Courriel : hr.ca@velanvalve.com.

www.velan.com

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

cyberpresse.workopolis.com

Techniciens en traitement de l'eau

• 1 poste à Longueuil (jour et soir)
• 1 poste à Mirabel (jour)

Exigences :

- DEC ou AEC en traitement des eaux ou génie chimique ou pétrochimie;
- Langues parlées et écrites : français et anglais fonctionnel;
- 2 ans d'expérience minimum en opération de procédés de traitement des eaux d'effluents industriels;
- Salaires très compétitifs selon expérience.

Veillez nous faire parvenir votre curriculum vitae par télécopieur au 514-457-9922.

TEKNO

nouvelle technologie inc.

3361084

ENSEIGNANTS d'immersion en français

Nous avons besoin d'enseignants passionnés par la réussite des élèves et partageant notre vision commune d'un enseignement public de qualité.

Faites les premiers pas vers une carrière en enseignement à la fois exigeante et enrichissante, visitez notre site Web. Cliquez sur « Careers » pour obtenir des détails sur la façon de remplir une demande d'emploi en ligne sans frais. Vous devez absolument poser votre candidature en ligne pour tous les postes en enseignement. Veuillez noter que ce processus n'est disponible qu'en anglais, y compris les catégories d'enseignement.

Nous offrons l'équité, un milieu intégrateur et la diversité dans chacun de nos programmes, de nos pratiques et de nos installations, ainsi que pour les membres de notre personnel. Le genre masculin est utilisé seulement dans le but d'alléger le texte.

York Region

DISTRICT SCHOOL BOARD

Bill Crothers
Président du Conseil

Bill Hogarth
Directeur de l'enseignement

www.yrdsb.edu.on.ca

SIMARD-BEAUDRY CONSTRUCTION

LOUISBOURGE

Compagnies de construction situées dans la région de Montréal, effectuant des travaux de génie civil sont à la recherche de personnel d'au moins 5 ans d'expérience de chantier pour l'exécution de travaux d'égout, aqueduc, pont, voirie et tunnel.

• Technicien en génie civil
• Responsable assurance qualité au chantier
• Contremaître
• Surintendant

Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae à : Line Proulx 699, boul. Industriel, St-Eustache (Québec) J7R 6C3 Télécopieur : (450) 491-7253

LA PRESSE AFFAIRES

Les ventes de L'Oréal ont stagné en Europe durant les neuf premiers mois de l'année.

L'Oréal séduit moins

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — La Bourse de Paris boude l'action du leader mondial des cosmétiques L'Oréal, qui risque d'afficher en 2005 sa plus faible croissance depuis 15 ans, malgré le succès de ses nouveaux produits en Asie.

En 2005, l'action L'Oréal a moins progressé que le CAC 40 (+11 % contre +18 %) mais elle « reste chère, compte tenu du ralentissement de la croissance du groupe », résume Ronald PetitJean, gérant de portefeuille chez Sarazin Expertise.

L'Oréal vaut traditionnellement deux fois plus cher que la moyenne des sociétés du CAC 40, car il attire des investisseurs qui parient sur une tendance de long terme à augmenter la part des produits cosmétiques dans la consommation des ménages.

L'Oréal, réputé pour régulièrement réussir ses fréquents lancements de produits, se paie même encore légèrement plus cher que ses concurrents, Beiersdorf ou Estée Lauder, selon les analystes d'Ixis.

Les « incertitudes sur la croissance du groupe » ont cependant amené les analystes de la Deutsche Bank à appliquer une « décote », consistant à réduire de 10 % leur évaluation de l'action.

« Le modèle économique de L'Oréal est basé sur la progression des ventes et celle-ci est passée en trois ans de 9 % par an à 5 % », déplorent-ils.

Jamais le groupe n'avait connu de croissance aussi faible depuis 15 ans, soulignent les analystes d'Exane BNP Paribas.

Le leader mondial des cosmétiques réalise 50 % de ses ventes en Europe, où le sous-emploi pèse sur le pouvoir d'achat, et amène les consommateurs à limiter leur dépenses, y compris celles de produits cosmétiques. Par conséquent, les ventes de L'Oréal ont stagné en Europe durant les neuf premiers mois de l'année, alors qu'elles ont progressé de 5,1 % aux États-Unis et de 16,3 % dans le reste du monde.

« Le succès des lignes Matrix et Maybelline en Chine et d'Active Cosmetics à l'échelle mondiale, montrent que L'Oréal a conservé intact son instinct de bâtisseur de marques », tempèrent les analystes d'Exane BNP Paribas.

Bill Gates investit dans l'éthanol

BLOOMBERG

Cascade Investment, compagnie appartenant à Bill Gates, président de Microsoft, a consenti à acquérir une participation de 84 millions de dollars américains dans Pacific Ethanol pour contribuer au financement de la construction d'usines d'un produit d'addition au carburant sur la côte ouest des États-Unis.

Cascade va acheter des actions privilégiées convertibles en 10,5 millions d'actions ordinaires, a précisé hier dans un communiqué Pacific Ethanol, entreprise californienne. À l'heure actuelle, Pacific Ethanol a 28,7 millions d'actions ordinaires en circulation, selon un document soumis aux autorités réglementaires. Les nouvelles actions fourniront une participation de 27 % à M. Gates.

Pacific Ethanol deviendra le plus important producteur d'éthanol de la côte Ouest lorsqu'il aura achevé l'an prochain la construction de la première de ses cinq usines.

CONNAISSANCE LOCALE

PERSPECTIVE NATIONALE

RAY & BERNDTSON

Vancouver
Calgary
Toronto
Ottawa
Montréal
Halifax
St. John's

LE POUVOIR DU LEADERSHIP

WWW.RAYBERNDTSON.CA

L'INTÉGRATION DE LA CONSERVATION ENVIRONNEMENTALE À LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE.

Président

Au cours des mois et des années à venir, l'intégration de la conservation environnementale, du développement économique et de la viabilité constituera une priorité absolue pour tous les pays. Depuis 1994, la *Table ronde sur l'environnement et l'économie* s'est concentrée sur ce point en particulier. La TRNEE est un organisme consultatif indépendant qui fait rapport au premier ministre. Ses membres sont des figures reconnues du monde des affaires, du milieu universitaire, des organismes environnementaux, des collectivités autochtones et des municipalités. Les membres présentent à la table une diversité de points de vue tout en partageant un intérêt engagé à explorer de nouvelles possibilités visant à contribuer à la prospérité durable du Canada et à assurer son avenir.

En qualité de président, vous occupez différentes fonctions. Vous gérez les ressources du secrétariat, guidez son personnel, l'incitez à la qualité et vous vous assurez que la TRNEE constitue toujours un catalyseur essentiel au développement durable. Vos responsabilités comprennent des qualités de meneur en ce qui a trait à l'organisation et à la poursuite des

opérations, à la gestion des projets et de la recherche, des communications et de la vulgarisation ainsi qu'aux relations avec le public et les médias. Étant nommé par le gouverneur en conseil, vous conseillez le président et les membres sur des questions importantes et, au besoin, agissez comme porte-parole de la Table ronde. Vous interagissez avec un grand nombre d'organismes tels le gouvernement, l'industrie et les organisations non gouvernementales afin de faire valoir le travail de la TRNEE et d'encourager l'atteinte d'un rapport plus équilibré entre l'environnement et l'économie en matière de politique et de prise de décision. À cette fin, le président et les membres rechercheront vos avis, votre objectivité et votre engagement à l'égard de l'intégrité de la recherche.

Étant le candidat idéal, vous êtes un communicateur doué et un meneur polyvalent, à l'aise autant à l'arrière-scène que dans les rôles d'avant-plan. Vos principaux points forts sont la pensée stratégique, la gestion des ressources, l'élaboration de politiques et l'établissement de rapports. Vous avez fait la preuve que votre enthousiasme et votre énergie constituent une source d'énergie et d'inspiration qui contribue au

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

National Round Table on the Environment and the Economy

travail de vos équipes. Toujours à l'affût de la bonne gouvernance, vous avez accumulé une expérience valable en ayant supporté ou en ayant siégé au conseil d'administration ou d'un organisme dirigeant. Disposant de points de vue équilibrés, vous pouvez mettre en perspective la gamme des questions qui touchent le développement durable, autant d'un point de vue économique, social et environnemental. Le président et les membres priseront votre point de vue sur les questions régionales et nationales. Ils apprécieront également votre réceptivité et votre faculté à résumer rapidement et facilement des renseignements complexes, pour leur compte. Votre maîtrise des deux langues officielles est préférée.

Si ce poste vous intéresse, communiquez avec Michael Naufal, de notre bureau d'Ottawa, au (613) 742-3198, ou envoyer votre CV en toute confidentialité à michael.naufal@rayberndtson.ca

RAY & BERNDTSON

Leader mondial en recrutement de cadres supérieurs

INVESTIR

LA PRESSE AFFAIRES

Des hauts et des bas



RÉJEAN BOURDEAU

FIN DE SÉANCE

Le titre du Groupe Jean Coutu a relevé le bout du nez pour la première fois, hier, depuis la décade de Moody's et le changement à la direction.

Est-ce le temps d'en acheter ? « Je dirais plutôt que c'est le temps d'en accumuler sur faiblesse », pense Stephen Gauthier, de Gauthier & Cie. En d'autres mots, le gestionnaire est assez optimiste pour faire des achats ciblés, mais pas assez pour dire que le pire est derrière. « Le retournement n'est pas complété et le titre continuera à être pénalisé », précise-t-il. Il rappelle que l'acquisition des magasins américains Eckerd est une très grosse bouchée à avaler pour la chaîne de pharmacies québécoises. Elle a fait passer ses ventes de 1,8 milliards US à 8,2 milliards US aux États-Unis. Il s'agit d'une hausse de presque 350 %. Sans compter, ajoute-t-il, que l'entreprise est alourdie par une dette de 2,6 milliards US. « Pour le moment, l'effet de levier joue contre elle, dit M. Gauthier. La

LAPRESSEAFFAIRES.COM	
Les 10 titres les plus consultés par les internautes hier	
1	Groupe Jean Coutu (PJC.SV.A)
2	ConjuChem (CJC)
3	Bombardier (BBD.SV.B)
4	Campbell Res. (CCH)
5	Alim. Couche-Tard (ATD.SV.B)
6	Garda World Security (GW)
7	Groupe CGI (GIB.SV.A)
8	Nortel (NT)
9	Stelco (STE.A)
10	Rona (RON)

faiblesse de ses marges bénéficiaires affecte énormément son bénéfice par action. » Par contre, avance-t-il, cet effet « risque d'exagérer » les bonnes nouvelles quand les choses se replaceront dans 12 à 18 mois. « D'ici là, le cours de l'action sera erratique, dit-il. Il faut être prudent et acheter quand il y a des reculs. » Stephen Gauthier s'attend à un cours cible de 15 \$ ou 16 \$ d'ici un an. C'est beaucoup moins que la moyenne de 18 \$ avancée par les 11 courtiers recensés par la firme Bloomberg. Depuis le remaniement de la direction et le retour du fondateur Jean Coutu aux commandes, la semaine dernière, ils ont quand même abaissé leur cours cible moyen de 11 %. Avant le 10 novembre, le cours prévu était de 20,25 \$. Ce réajustement est encore plus grand (16 %) si on considère leur cours cible moyen de 21,50 \$ avant la publication des mauvais résultats financiers le 11 octobre dernier. Son profit a baissé de moitié au premier trimestre, à 11,1 millions US, ou 4 cents US par action. Un mois plus tard, l'agence de notation Moody's abaissait la cote de Coutu de B1 à B2, ce qui correspond à un placement à caractère spéculatif présentant un risque de crédit élevé. Du coup, Jean Coutu a annoncé son retour. Il est accompagné de Pierre Legault, vice-président à la direction, un spécialiste des intégrations chargé de réussir le retournement des 1500 pharmacies Eckerd aux États-Unis. « C'est une première étape et c'est positif, car l'entreprise prend les moyens pour améliorer la situation », estime Stephen Gauthier. Selon lui, on devra rajouter encore une ou deux personnes de haut niveau dans l'équipe. De plus, il faudra que le groupe se concentre sur la hausse des revenus américains. Il évalue qu'il faudra augmenter les ventes des magasins comparables de 3,5 % sur une base régulière. Aux dernières nouvelles, elles progressaient de 0,3 %. À cela, ajoute-t-il, l'entreprise devra améliorer ses profits. Sa marge du béné-

BAISSE DES ATTENTES

JEAN COUTU

Symbole : **PJC.SV.A**
Exercice financier : 31 mai

RÉVISIONS DES ANALYSTES

	APRÈS LE 10 NOV.*	AVANT LE 10 NOV.**
UBS	11,00\$	19,00\$
BMO Nesbitt Burns	14,00\$	24,50\$
Blackmont Capital	16,00\$	16,00\$
CIBC	16,00\$	18,00\$
Fin. Banque Nationale	17,00\$	20,00\$
Marchés de capitaux RBC	18,00\$	19,00\$
V. mob. Desjardins	19,00\$	19,00\$
Merrill Lynch	19,75\$	19,75\$
Raymond James	21,00\$	21,00\$
Scotia Capitaux	22,00\$	22,00\$
Jennings Capital	24,40\$	24,40\$

* Décote Moody's et changement à la direction
** À la suite des résultats du premier trimestre

Fermeture.....12,50\$
En hausse.....+45 ¢
+3,73 %

STEPHEN GAUTHIER
Président de Gauthier & Cie, gestion de placements

PLUS : évaluation raisonnable du titre

MOINS : volatilité de l'action au cours des prochains trimestres

Source : Bloomberg

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

fic d'exploitation était de 4,7 % l'an dernier par rapport à environ 5,5 % actuellement. La compagnie vise la moyenne de l'industrie, à environ 7 %. M. Gauthier ne s'attend pas à une grande amélioration dès le prochain trimestre. « Il y aura encore des hauts et des bas, dit-il. C'est un gros morceau à avaler. » L'analyste Karim Salamatian, de BMO Nesbitt Burns, souligne, en

effet, qu'une crainte plane au-dessus du groupe. « Les administrateurs peuvent avoir demandé un changement à la direction après avoir constaté des problèmes structurels que l'ancienne direction (François et Michel Coutu) n'était pas en mesure de corriger », dit-il. Selon Bloomberg, six analystes recommandent d'acheter le titre, quatre de le conserver et un de le vendre.

LES OBLIGATIONS						
GOUVERNEMENT DU CANADA						
Émetteur	Coupon	Échéance	Prix	Rend.	Var.	
Canada	8,75	1 Déc. 05	100,20	2,85	-0,01	
Canada	7,00	1 Déc. 06	103,36	3,66		
Canada	7,25	1 Juin 07	105,24	3,71		
Canada	6,50	1 Juin 08	105,34	3,77	+0,04	
Canada	6,50	1 Juin 08	105,42	3,84	+0,06	
Canada	9,50	1 Juin 10	123,08	3,89	+0,11	
Canada	9,00	1 Mars 11	124,04	3,91	+0,15	
Canada	6,00	1 Juin 11	109,96	3,97	+0,15	
Canada	10,25	15 Mars 14	143,43	4,04	+0,36	
Canada	9,75	1 Juin 21	162,67	4,21	+0,68	
Canada	8,00	1 Juin 23	145,15	4,30	+0,69	
Canada	8,00	1 Juin 27	150,55	4,33	+0,81	
Canada	5,75	1 Juin 29	120,90	4,32	+0,72	
PROVINCIAL						
B C M Fin	5,50	24 Mars 08	103,71	3,83	+0,04	
Hydro Qué.	11,00	15 Août 20	167,16	4,65	+0,70	
Manitoba	7,75	22 Déc. 25	140,31	4,64	+0,82	
N Brunswic	5,70	2 Juin 08	104,44	3,84	+0,05	
N Brunswic	6,00	27 Déc. 17	114,18	4,47	+0,41	
Nwfindind	6,15	17 Avril 28	118,35	4,80	+0,76	
Nva Scotia	6,60	1 Juin 27	125,44	4,70	+0,78	
Ontario	6,13	12 Sept. 07	104,04	3,79	+0,02	
Ontario	6,25	25 Août 28	120,50	4,76	+0,78	
Hydro Ont.	7,45	31 Mars 13	116,05	4,83	+0,29	
Hydro Ont.	8,50	26 Mai 25	146,46	4,68	+0,83	
Hydro Ont.	8,25	22 Juin 26	145,91	4,73	+0,85	
P E I	6,00	3 Oct. 07	103,88	3,82	+0,02	
P E I	8,50	27 Oct. 15	132,53	4,41	+0,41	
Québec	6,50	1 Oct. 07	104,73	3,84	+0,02	
Québec	6,00	1 Oct. 29	115,21	4,91	+0,74	
Tor-Met	7,75	1 Déc. 05	100,17	2,86	-0,01	
CORPORATIONS						
BK Scotia	5,65	22 Juil. 13/06	104,06	4,03	+0,05	
Bell Can.	7,00	24 Sept. 27	113,48	5,89	+0,58	
Bombardier	7,35	22 Déc. 26	86,00	8,82		
Cdn Occ Pet	6,30	2 Juin 08	105,25	4,09	+0,04	
Cons Gas	6,10	19 Mai 28	111,50	5,22	+0,62	
Gtaa	5,95	3 Déc. 07	103,81	3,98	+0,02	
Gtaa	6,45	3 Déc. 27	111,58	5,53	+0,58	
Investors Gr	6,65	13 Déc. 27	114,94	5,47	+0,80	
Nor Canada	6,60	1 Déc. 06	102,90	3,71		
Nva Canada	7,40	1 Juin 27	131,25	5,01	+0,69	
Poco Petrol	6,60	11 Sept. 07	104,36	4,07	+0,02	
Precision Dr	6,85	26 Juin 07	105,47	3,31		
Royal Bk Of	6,75	4 Juin 12/07	104,23	3,89	+0,01	
Sears Can.	6,55	5 Nov. 07	99,27	6,94	+0,03	
Suncor Inc.	6,10	7 Août 07	103,61	3,90	+0,02	
Thomson C	6,50	9 Juil. 07	104,06	3,91	+0,01	
WCoast En	5,70	16 Avril 08	103,80	4,02	+0,04	
WCoast En	6,75	15 Déc. 27	115,23	5,54	+0,61	

RÉSULTATS FINANCIERS									
	REVENUS (000 \$)			BÉNÉFICE NET (000 \$)			BÉN. / ACTION		
	Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.	
Ainsworth Lumber (ANS / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	270 700	225 200	20	46 800	71 100	-34	3.19	4.85
Papier/Prod. forest./Conten., C.-B.	9 mois	946 200	657 000	44	133 200	122 700	9	9.09	8.37
Algo Group (AO / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	12 653	14 037	-10	(1 493)	(889)	—	(0.01)	(0.01)
Détail, Québec	9 mois	41 365	49 065	-16	(2 299)	(2 720)	—	(0.02)	(0.03)
Alim.Couche-Tard (ATD.SV.B / TSX)	9 oct. - 2 ^e trim.	2 391 900	1 840 300	30	55 500	38 300	45	0.27	0.19
Détail, Québec	6 mois	4 574 200	3 674 900	24	109 600	86 400	27	0.54	0.43
Bema Gold Corp. (BGO / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	27 146	24 852	9	(24 875)	(21 550)	—	(0.06)	(0.06)
Mines/Métaux, C.-B.	9 mois	70 981	65 688	8	(52 036)	(34 966)	—	(0.13)	(0.10)
Can. Helicop. Inc.F. (CHL.UN / TSX)	30 sept. - 22 jours	9 550	n.d.	1 899	n.d.		0.18	n.d.	
Transport/Camionnage, Québec									
Counsel Corp. (CKS / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	11 664	12 519	-7	15 369	(12 637)	—	0.32	(0.26)
Ordi./Electron./Logiciels, Ontario	9 mois	35 981	38 443	-6	(1 361)	(23 612)	—	(0.04)	(0.49)
Cygnal Techno. (CYN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	33 514	39 824	-16	(1 062)	(1 938)	—	(0.04)	(0.07)
Ordi./Électron./Logiciels, Ont.	9 mois	94 361	105 195	-10	(5 362)	(6 376)	—	(0.20)	(0.26)
Dragon Pharma. (DDD / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	13 340	7 330	82	(190)	1 830	—	0.00	0.04
Médical/Produits pharm., C.-B.	9 mois	36 520	21 738	68	1 050	6 110	-83	0.02	0.14
Environmental Mngmt Sol. (EMS / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	13 600	n.d.	1 100	n.d.		n.d.	n.d.	
Ordi./Electron./Logiciels, Ontario	9 mois	38 900	n.d.	(12 600)	n.d.	—	n.d.	n.d.	
FMF Cap. Grp (FMF.UN / TSX)	30 sept. - 2 ^e trim.	30 440	19 241	58	(1 637)	8 603	—	n.d.	n.d.
Banques/Services fin., Ontario	6 mois	53 663	38 033	41	(3 783)	16 412	—	n.d.	n.d.
Foremost Indu. Inc. F. (FMO.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	51 816	40 138	29	6 813	5 130	33	0.36	0.27
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	139 906	105 352	33	17 726	15 155	17	0.95	0.81
Genesis Land Devel. (GDC / TSX)	30 sept. - 9 mois	31 513	11 923	164	15 748	1 822	764	0.33	0.04
Immobilier, Alberta									
High River Gold M. (HRG / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	20 155	25 617	-21	(554)	1 524	—	0.00	0.01
Mines/Métaux, Ontario	9 mois	61 061	76 582	-20	(2 023)	4 195	—	(0.01)	0.04
InterOil (IOL / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	124 000	36 000	244	5 300	(4 900)	—	0.18	(0.19)
Pétrole/Énergie, Ontario									
Leon's Furniture (LNF / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	141 985	131 145	8	13 630	13 947	-2	0.76	0.75
Détail, Ontario	9 mois	377 500	351 511	7	29 306	29 014	1	1.62	1.56

Home Depot profite des ouragans

AGENCE FRANCE-PRESSE

ATLANTA — Le numéro un mondial du bricolage, l'américain Home Depot, a relevé hier ses prévisions de résultat annuel après avoir enregistré un bénéfice trimestriel supérieur aux attentes des analystes, grâce entre autres au contrecoup indirect des ouragans de l'automne. Les destructions consécutives au passage des ouragans Katrina, Rita et Wilma sur le sud des États-Unis ont en effet provoqué une hausse de la demande des produits du groupe pour aider à réparer les dégâts des habitations. Les ventes trimestrielles du groupe ont crû de 10,5 %, à 20,74 milliards US. Au cours de la période considérée, qui s'est achevée fin octobre, Home Depot a ouvert 37

nouveaux magasins, pour atteindre presque 2000 unités, tandis qu'il fermé 20 de ses enseignes Expo Design. « La saison des cyclones a permis de mettre en valeur la souplesse de notre gestion et de notre offre de produits. Nous avons pris des initiatives exceptionnelles pour prendre soin de nos clients et avons été le premier détaillant à livrer des produits d'urgence dans les zones affectées », a indiqué dans un communiqué l'un des responsables du groupe, Tom Taylor, en charge du marketing. « Fin octobre, nous avions envoyé plus de 4000 camions de marchandises dans la région du Golfe du Mexique et la Floride », a-t-il ajouté. Le titre de Home Depot (HD) a perdu 17 cents à 42,40 \$US hier à la Bourse de New York.

LionOre Min.Int'l (LIM / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	88 900	n.d.	17 000	n.d.	0.05	n.d.
Mines/Métaux, Ontario							
Magellan Aeros. (MAL / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	134 613	142 727	-6	(614)	482	— (0.01)
Aérospatiale/Défense, Ontario	9 mois	425 719	436 509	-2	(2 582)	(1 223)	— (0.03)
Mega Bloks (MB / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	163 484	85 888	90	20 415	14 108	45 0.67
Développement, Québec	9 mois	231 089	142 258	62	18 697	13 690	37 0.66
Metro Inc. (MRU.SV.A / TSX)	24 sept. - 4 ^e trim.	1 958 900	1 406 200	39	50 200	45 200	11 0.48
Détail, Québec	12 mois	6 695 900	5 998 900	12	190 400	168 800	13 1.94
New Flyer Indus. (NFI.UN / TSX)	2 oct. - 45 jours	72 201	n.d.	9 228	n.d.	n.d.	n.d.
Transport/Camionnage, Manitoba							
Oxbow Equities Corp. (XBO / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	179	519	-66	(2 852)	(1 540)	— (0.04)
Banques/Services fin., Québec	9 mois	964	1 540	-37	(5 055)	(205)	— (0.07)
Procyon Biopharma (PBP / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	47	82	-43	(3 157)	(3 366)	— (0.03)
Médical/Produits pharm., Québec	9 mois	221	248	-11	(9 451)	(11 094)	— (0.11)
Prometic Life Sciences. (PLI.SV / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	487	1 614	-70	(5 627)	(4 598)	— (0.04)
Médical/Produits pharm., Québec	9 mois	6 835	7 335	-7	(15 098)	(11 078)	— (0.14)
Roman Corp. Ltd. (RMN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	27 360	28 116	-3	(3 186)	(1 456)	— (0.80)
Papier/Prod. forest./Conten., Ontario	9 mois	79 775	82 692	-4	(5 673)	(2 714)	— (1.42)
Semaflo Inc. (SMF / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	16 585	4 982	233	1 062	(3 643)	— 0.01
Mines/Métaux, Québec	9 mois	44 993	12 176	270	273	1 440	-81 0.01
Sterling Centrecorp Inc. (SCF / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	13 333	11 004	21	3 382	(40)	— 0.09
Banques/Services fin., Ontario	9 mois	36 965	41 518	-11	(1 745)	(519)	— (0.05)
VCom Inc. (VCM / TSX)	30 sept. - 1 ^e trim.	17 300	n.d.	2 400	n.d.		0.13
Télécomm., C.-B.							
Western Forest Prod.. (WEF / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	156 700	n.d.	(12 500)	n.d.	—	(0.49)
Papier/Prod. forest./Conten., C.-B.	9 mois	505 800	n.d.	(55 000)	n.d.	—	(2.15)

Source: CNW Group

Inscrivez-vous au site www.lapresseaffaires.com et découvrez une foule d'informations sur les entreprises inscrites en bourse.

REVUE BOURSIÈRE

Le pétrole plombe Toronto

TORONTO — L'indice torontois a perdu du terrain, hier, alors que les titres de l'énergie suivaient vers le bas le cours du pétrole ; les services financiers aussi plombaient le marché à Bay Street. À New York, la journée était maussade en dépit d'une perte moins lourde que prévu des ventes au détail ; l'indice des prix de gros suggérait en outre que l'inflation demeure contenue aux États-Unis. À la Bourse de Toronto, l'indice S&P/TSX a laissé 55,

LA PRESSE AFFAIRES

INVESTIR

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

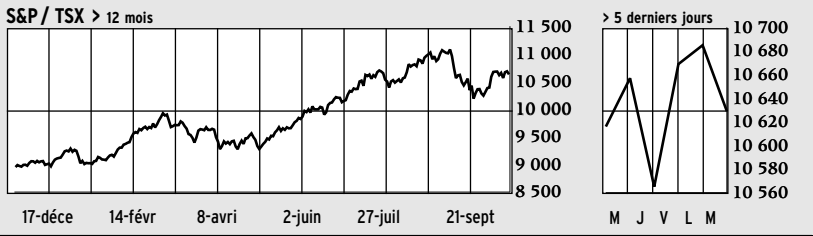
LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	IQ 30	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	BAS
Abitibi-Consolidated (A)	✓	4,03	0,00	0,00	-51,21	1 774	8,38	3,48
ACE Aviation (ACE.RV)	✓	35,56	-0,14	-0,39	0,03	3 603	43,03	26,70
Addenda Capital (ADV)		29,99	-0,01	-0,03	21,66	353	32,50	17,00
▼ Aeterna (AEZ)		5,49	-0,29	-5,02	-26,80	253	8,25	5,28
Alcan (AL)	✓	41,50	-0,29	-0,69	-20,97	15 384	55,82	34,86
Alimentation Couche-Tard (ATD.SV.B)	✓	22,63	-0,17	-0,75	27,49	4 635	23,30	14,63
▲ Astral Media (ACM.NV.A)		31,55	0,40	1,28	-3,16	1 737	35,09	28,45
Axcan Pharma (AXP)		17,22	0,00	0,00	-26,03	787	25,15	13,97
Banque de Montréal (BMO)	✓	57,87	-0,19	-0,33	0,19	28 965	62,44	53,05
▼ Banque Laurentienne du Canada (LB)	✓	29,30	-0,54	-1,81	21,73	690	32,79	22,51
Banque Nationale du Canada (NA)	✓	60,10	-0,27	-0,45	21,27	9 961	62,31	46,05
Banque Royale du Canada (RY)	✓	85,73	-0,43	-0,50	33,43	55 609	86,68	60,90
BCE (BCE)	✓	27,24	-0,09	-0,33	-5,81	25 259	33,00	26,91
▼ Bombardier (BBD.SV.B)	✓	2,39	-0,03	-1,24	0,42	4 187	3,66	1,87
Cambior (CBI)		2,41	0,00	0,00	-24,92	662	3,82	1,94
▲ Cascades (CAS)		8,97	0,33	3,82	-33,06	725	14,80	7,35
CN (CNR)	✓	89,61	-0,24	-0,27	22,64	24 312	90,74	65,25
Cogeco (CGO.SV)	✓	22,98	0,18	0,79	2,54	378	29,85	20,25
Conjuchem (CJC)		1,03	-0,01	-0,96	-75,48	49	5,72	0,51
Corporation Financière Power (PWF)	✓	32,35	-0,15	-0,46	1,13	22 801	35,50	29,59
▼ Domtar (DTC)	✓	6,35	-0,11	-1,70	-56,21	1 465	15,09	4,70
▼ Emergis (EME)		4,29	-0,10	-2,28	17,86	401	4,44	2,52
Garda (GW)		14,00	-0,10	-0,71	67,46	354	14,44	6,05
▼ Groupe CGI (GIB.SV.A)	✓	8,45	-0,15	-1,74	5,63	3 644	8,90	6,59
Groupe Canam (CAM/SV.A)		7,27	-0,05	-0,68	36,40	308	7,60	4,21

▲▼ > Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / **Caractère gras** > Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / **IQ 30** > Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la UNE de La Presse Affaires. / **M \$** > Millions de dollars US / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

BOURSE DE TORONTO



HIER									
OUVERTURE	HAUT		BAS		FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN		
10 679,82	10 712,62		10 612,32		10 628,90	-0,52%	18,93%		
CTIONS NÉGOCIÉES		1 691	GAINS		542	PERTES	913	INCHANGÉES	236
52 semaines	HAUT	BAS		Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT			
	11 118,03	8 896,37		(millions)	235	214			

SOUS-INDICES							
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION		
Services financiers	176,86	-0,84	Prod. consom. discr.	99,43	-0,80		
Matériaux de base	172,02	-1,29	Services de télécom.	76,86	-1,39		
Énergie	289,42	-0,53	Prod. consom. de base	193,64	-0,52		
Produits industriels	84,36	-0,50	Service publics	205,83	0,76		
Tech. de l'information	27,99	-0,11	Soins de santé	54,80	-0,27		

AUTRES INDICES CANADIENS							
	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)	
S&P / TSX 60	600,31	-2,92	-0,48	S&P / TSX Moyen. Cap.	727,21	-5,58	-0,76
S&P / TSX Petites cap.	638,84	-3,18	-0,50	DJ Can. Titans (40)	1 567,37	-7,72	-0,49

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
NORTEL NETWORKS	6294764	3,67	-0,05	SUNCOR ENERGY INC	2577487	63,49	0,84
UTS ENERGY CORP	5132726	4,27	-0,11	BOLIVAR GOLD CORP	2474100	2,25	0,05
PETRO-CANADA	4098676	41,03	-0,73	ELDOORADO GOLD COR	2438770	4,20	0,10
ENCANA CORP	2921800	51,42	-0,06	SUN LIFE FINANCIA	2323602	45,34	0,29
BOMBARDIER INC /B	2723316	2,39	-0,03	ATS AUTOMATION	2314581	14,60	0,65

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
YMG CAPITAL MAN.	50800	3,50	25,00	CANADIAN TIRE C.	1023	103,00	3,99
METHYLGENE INC	9200	2,06	17,71	CANADA BREAD CO L	4545	56,00	2,01
GRANDE CACHE COAL	1283506	2,70	16,88	CANADIAN TIRE /A	339654	67,70	1,84
ENERCHEM INTL INC	1565	2,84	11,81	TESCO CORP	409140	21,00	1,61
TESCO CORP	409140	21,00	8,30	SUNCOR ENERGY INC	2500	53,34	1,48

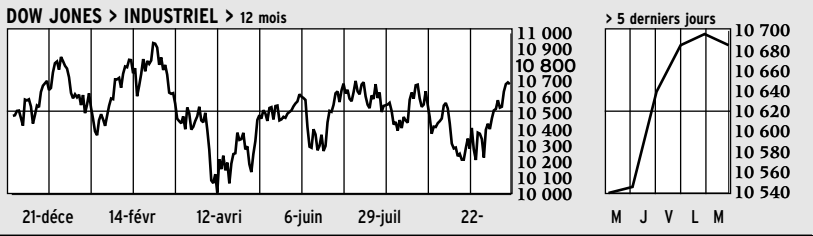
TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
VERENEX ENERGY	993450	3,25	-18,75	LEGG MASON CDA H.	6200	136,67	-2,61
HOLLINGER INC	250400	3,00	-11,77	POTASH CORP OF SA	177521	97,18	-2,36
MUNDORO MINING IN	249805	2,05	-11,64	INTEROIL CORP	11975	23,25	-2,30
SMTC MANUF CORP	48840	2,30	-10,85	ROGERS COMMU/A	1725	47,00	-1,86
VERO ENERGY INC	462112	4,11	-10,65	FINNING INTERN.	603579	36,53	-1,57

BOURSE DE CROISSANCE TSX



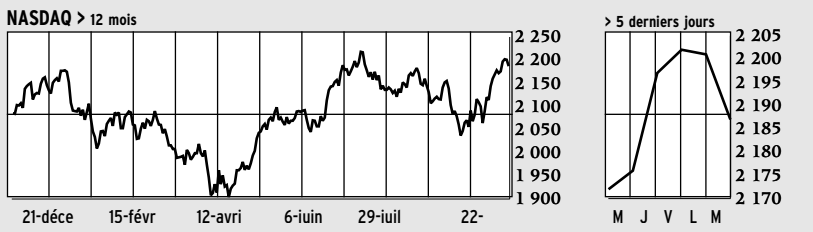
HIER						
OUVERTURE	HAUT	BAS		FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
2 013,78	2 016,70	1 992,44		1 996,75	-0,85%	20,68%
ACTIONS NÉGOCIÉES		1 176	GAINS	358	PERTES	522
					INCHANGÉES	296
52 semaines	HAUT	BAS	Volume		HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	2 182,77	1 587,51	(millions)		69	70

NEW YORK



HIER								
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE		VAR. 1 J	VAR. 1 AN		
10 697,01	10 741,99	10 664,27	10 686,44		-0,10%	1,29%		
ACTIONS NÉGOCIÉES		3 491	GAINS	1 057	PERTES	2 259	INCHANGÉES	175
52 semaines	HAUT	BAS	Volume		HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	10 984,46	10 000,46	(millions)		2 295	1 900		

NASDAQ



HIER								
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE		VAR. 1 J	VAR. 1 AN		
2 198,46	2 204,69	2 181,92	2 186,74		-0,65%	4,42%		
ACTIONS NÉGOCIÉES		3 253	GAINS	920	PERTES	2 095	INCHANGÉES	238
52 semaines	HAUT	BAS	Volume		HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	2 219,91	1 889,83	(millions)		1 735	1 422		

	IQ 30	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	BAS
▼ Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓	74,00	-0,84	-1,12	27,59	3 728	79,39	52,50
▲ Groupe TVA (TVA.NV.B)		16,24	0,22	1,37	-20,16	440	23,00	15,20
▼ Labopharm (DDS)		4,84	-0,06	-1,22	19,51	208	5,24	2,50
▲ Le Groupe Jean Coutu (PJC) (PJC.SV.A)	✓	12,50	0,45	3,73	-26,90	3 271	22,36	11,90
▼ Les Industries Dorel (DII.SV)	✓	27,84	-0,79	-2,76	-32,64	918	46,79	27,80
▼ Les Vêtements de Sports Gildan (GIL)	✓	43,21	-1,29	-2,90	111,81	2 591	46,70	17,81
L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓	29,30	0,05	0,17	6,57	2 334	29,82	24,78
Mega Bloks (MB)	✓	24,05	0,18	0,75	26,25	764	28,05	17,45
Metro (MRU.SV.A)	✓	34,00	0,13	0,38	40,96	3 891	36,00	19,90
Molson Coors (TAP.NV)	✓	80,20	-0,60	-0,74	-10,12	6 849	98,28	71,05
Neurochem (NRM)	✓	17,28	-0,12	-0,69	-18,61	646	25,50	8,50
▼ Nortel (NT)		3,67	-0,05	-1,34	-11,78	15 911	4,80	2,85
Novelis Inc. (NVL)		21,30	-0,20	-0,93	-26,55	1 576	34,88	18,57
▼ Power Corp. du Canada (POW.SV)	✓	30,30	-0,52	-1,69	-2,26	13 608	33,82	28,10
Quebecor (QBR.SV.B)	✓	26,25	-0,15	-0,57	1,39	1 696	33,10	24,00
Quebecor World (IQW.SV)	✓	17,47	0,17	0,98	-32,29	2 286	30,20	16,67
Reitmans (RET.NV.A)		16,81	-0,08	-0,47	17,55	1 192	19,50	11,16
Rona (RON)	✓	21,60	-0,13	-0,60	5,88	2 471	27,10	17,66
Saputo (SAP)	✓	35,00	-0,05	-0,14	-3,50	3 679	39,75	33,11
Téléystème Mobiles Int. (TIW)		1,01	0,00	0,00	-42,79	225	2,83	0,93
▼ Tembec Inc. (TBC)		2,16	-0,10	-4,43	-70,04	185	8,14	1,85
Transat AT (TRZ.B)		17,76	-0,04	-0,23	-26,31	712	28,70	15,90
Transcontinental (TCL.SV.A)	✓	20,25	0,00	0,00	-13,13	1 808	28,07	19,64
Uni-Select (UNS)		28,79	0,00	0,00	1,37	563	30,50	26,07
▲ Van Houtte (VH.SV)		19,50	0,22	1,14	-5,11	419	23,48	17,60

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT			VAR. CETTE ANNÉE (%)		FERMETURE (\$)	CHANGEMENT			VAR. CETTE ANNÉE (%)
		NET	%	VOLUME				NET	%	VOLUME	
Abcourt Mines Inc -CI B (ABT)	0,24	-0,01	-4,08	6 500	-21,67	Isacsoft Inc-A (ISF)	0,12	-0,01	-4,00	73 860	-52,00
Abitex Resources Inc (ABE)	0,33	-0,04	-9,59	6 500	-25,84	Junex Inc (JNX)	1,36	0,01	0,74	7 700	24,77
Advitech Inc (AVI)	0,11	0,02	15,79	40 000	-26,67	Kwg Resources Inc (KWG)	0,05	0,00	0,00	55 775	-74,29
Afri-Can Marine Minerals Crp (AFA)	0,08	0,00	0,00	400	-15,79	Kangaroo Media Inc (KTV)	0,96	0,00	0,00	10 000	57,38
Aldeavision Inc (ALD)	0,07	0,00	0,00	0	-18,75	Loubel Exploration Inc (LBX)	0,04	0,00	0,00	0	-12,50
Amadeus International Inc (AML)	0,12	-0,01	-7,69	29 000	-78,18	Louvem Mines Inc (LOV)	0,39	0,00	0,00	0	-41,79
Andromed Inc (AD)	0,11	0,01	5,00	10 000	-65,00	Lyrtech Inc C1A (LYT)	0,25	0,00	0,00	44 300	-44,44
Antoro Resources Inc (ORE)	0,06	0,00	0,00	9 000	-47,62	Magistral Biotech Inc (MBS)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Appalaches Resources Inc (APP)	0,07	-0,01	-6,67	80 000	-61,11	Matamec Explorations Inc (MAT)	0,05	0,00	0,00	37 000	-33,33
Artquest Internatl Alliances (AQ/SV/B)	0,04	0,02	133,33	7 401	0,00	Melkior Resources Inc (MKR)	0,05	0,00	0,00	97 277	-30,77
Azimut Exploration Inc (AZM)	0,88	0,02	2,33	25 000	107,06	Metanor Resources Inc (MTO)	0,64	0,02	3,23	19 000	-22,89
Bell Canada International (BI/H)	6,15	-0,01	-0,16	1 838	39,77	Metco Resources Inc (MKO)	0,10	0,00	0,00	0	0,00
Big Red Diamond Corp (DIA)	0,11	0,01	5,00	14 000	-58,00	Mirabel Resources Inc (RMB)	0,15	0,01	3,45	10 847	-46,43
Bioenvelop Technologies Corp (BIE)	0,18	0,01	2,86	7 325	-45,46	Mistral Pharma Inc (MIP)	0,06	0,00	0,00	0	-67,65
Biophage Pharma Inc (BUG)	0,13	0,02	13,64	151 000	-13,79	Mty Food Group Inc (MTY)	3,75	-0,10	-2,60	16 800	47,06
Biosyntech Inc (BSY)	0,69	0,02	2,99	1 000	-18,82	Murgor Resources Inc (MUG)	0,11	0,00	0,00	65 000	-48,84
Bioxel Pharma Inc (BIP)	0,30	0,02	7,14	93 500	-40,00	Namex Exploration Inc (NME)	0,45	0,05	12,50	1 000	18,42
Canadian Royalties Inc (CZ2)	1,32	0,06	4,76	37 000	-33,00	Neptune Tech&Bioresources I (NTB)	0,83	0,04	5,06	11 700	245,83
Capital Pro-Egaux Inc (CPE)	0,10	0,00	0,00	0	-16,67	Normabec Mining Res Ltd (NMB)	0,07	-0,02	-22,22	275 000	-53,33
Ced-Or Corp (COQ)	0,04	0,00	0,00	127 000	-75,76	Noveko Echographs Inc (EKO)	0,32	-0,03	-8,57	650	-62,79
Clemex Tech Inc- A Shrs (CXG/A)	0,22	0,01	2,33	27 000	144,44	Nstein Technologies Inc (EIN)	0,15	-0,01	-3,23	86 249	-48,28
Co2 Solution Inc (CST)	0,64	0,01	1,59	1 500	68,42	Nti Newmerical Inc (CFD)	0,11	0,00	0,00	400	-25,00
Comporec Inc (CNP)	0,31	0,00	0,00	0	-35,42	Omniotech Consultant Group In (GCO)	0,63	0,00	0,00	15 587	9,09
Cpl Technologies Inc (CCY)	0,10	0,01	11,11	11 000	42,86	Orex Exploration Inc (OX)	0,28	-0,02	-5,09	72 194	86,67
D'Arianne Resources Inc (DAR)	0,16	0,00	0,00	59 000	60,00	Orthosoft Inc (OSH)	0,48	0,06	14,29	35 500	-51,02
D-Box Technologies Inc (DBO/A)	0,22	-0,02	-6,52	4 500	-10,42	Osisko Exploration Ltd (OSK)	0,78	-0,02	-2,50	46 750	168,97
Deq Systems Corp (DEQ)	0,66	0,00	0,00	0	-22,23	Perlite Canada Inc (PCI)	0,16	0,00	0,00	0	-13,51
Dia Bras Exploration Inc (DIB)	0,27	0,01	3,92	188 400	-59,23	Pershimco Resources Inc (PRO)	0,16	-0,04	-17,95	19 260	-46,67
Diagnos Inc (ADK)	0,24	0,02	6,67	105 000	-20,00	Petrolia Inc (PEA)	0,39	-0,01	-1,28	23 880	14,93
Dianor Resources Inc (DOR)	0,43	-0,02	-4,44	172 600	36,51	Plexmar Resources Inc (PLE)	0,05	0,00	0,00	0	-56,52
Dios Exploration Inc (DOS)	0,23	-0,01	-2,17	5 000	-48,86	Pro-Or Mining Resources Inc (POI)	0,76	-0,04	-5,00	27 000	-24,00
Ditem Explorations Inc (DIT)	0,13	0,00	0,00	0	30,00	Pro-Veinor Resources Inc (PRV)	0,04	0,00	0,00	0	-89,23
Divcom Lighting Inc (DVQ)	0,29	0,00	0,00	0	-50,00	Puma Exploration Inc (PUM)	0,18	0,00	0,00	0	-33,96
Dynacor Mines Inc (DYM)	0,28	0,01	3,70	49 155	-3,45	Radisson Mining Resources (RDS)	0,31	-0,01	-3,13	3 000	-3,13
Ecu Silver Mining Inc (ECU)	0,34	-0,01	-2,86	128 500	0,00	Rary Industries Inc (RAR)	0,57	-0,01	-1,72	40 000	208,11
Events International Holding (EIH)	0,38	-0,05	-10,71	150 000	971,43	Ressources Majescor Inc (MAJ)	0,15	0,01	7,41	220 100	-34,09
Environ Applied Research Inc (EAR)	0,17	0,01	3,13	763 343	3,13	Robex Resources Inc (RBX)	0,26	0,01	4,00	5 000	-45,83
Exeltex Aerospace Inc (XLT)	0,27	0,00	0,00	0	-38,64	Roctest Ltd (RTT)	0,40	0,15	6,67	4 501	4,35
Exploration Orbite Vspa Inc (ORT/A)	0,09	-0,01	-5,56	16 000	70,00	Rolland Virtual Business Sys (VBS)	0,39	0,00	0,00	32 500	-44,29
Forest Gate Resources Inc (FGT)	0,42	-0,02	-3,49	192 056	112,82	Searchgold Resources Inc (RSG)	0,08	-0,01	-5,88	70 000	-62,79
Fortune 1000 Group Inc (FRT)	0,51	0,00	0,00	2 800	-27,14	Section Rouge Media Inc (SRO)	0,31	0,00	0,00	0	21,57
Freestores Resources Canada (FWR)	0,16	-0,02	-8,57	149 199	-20,00	Sirios Resources Inc (SOI)	0,14	0,00	0,00	0	22,73
Frv Media Inc-C1A (FRV)	0,20	0,01	5,26	32 000	-55,56	Sonomax Hearing Healthcare (SHH)	0,22	0,00	0,00	0	-37,14
Genomics One Corporation (GNX)	0,12	0,00	0,00	6 300	-57,90	South-Malartic Exploration (MSU)	0,15	-0,01	-6,25	15 750	-40,00
Gold Hawk Resources Inc (CGK)	0,19	0,01	5,56	230 000	22,58	Stratco Resources Inc (RSC)	0,09	-0,01	-10,00	3 125	-33,33
Golden Goose Resources Inc (GGR)	0,31	0,00	0,00	15 000	21,57	Syscan International Inc (SYA)	0,33	0,00	0,00	0	-32,65
Golden Tag Resources (GOG)	0,12	-0,01	-7,69	5 000	-20,00	Telesystem Intl Wireless Inc (TIW)	1,01	0,00	0,00	148 366	-42,79
Golden Valley Mines Ltd (GZZ)	0,23	-0,02	-6,12	21 000	-17,86	Tom Exploration Inc (TUM)	0,36	-0,02	-5,26	66 000	-5,26
H2O Innovation (2000) Inc (HOI)	0,10	0,00	0,00	72 300	35,71	Typhoon Exploration Inc (TOO)	0,13	0,00	0,00	12 000	-10,71
Hinterland Metals Inc (HMI)	0,09	0,01	6,25	1 000	-15,00	Vantex Resources Ltd (VTX)	0,16	-0,03	-15,79	4 000	-27,27
Honeybee Technology Inc (HBT)	0,28	0,00	0,00	0	-88,71	Vigil Locating Systems Corp (VIG)	0,10	0,00	0,00	12 000	-71,43
Iforum Financial Network Inc (IFF)	0,20	0,00	0,00	0	-52,38	Vigor Exploration Inc (VIO)	0,15	0,01	3,45	1 600	-26,83
Imaflex Inc (IFX/A)	1,20	0,00	0,00	0	118,18	Wesdome Gold Mines Inc (WDG)	1,59	0,01	0,63	2 000	-18,88

[illegible]

200+ Techs (TWT)	539	760.40±0.1075	6.50	GIBB (MPPR)	1.37	37	26.54±0.06	27.12	74.76	H Bate Co (HBC)	0.36	2489	1518±0.21	1517	12.70	M deves
Sbanc (FBSA)	1.06	3	59.85±0.02	60.50±0.50	GIBB (CMPPR)	1.23	54	27.72±0.03	28.01±0.50	Hammond (HAE)	453	0.27±0.01	0.59	0.18	Microb	
Sbanc (FBSA)	1.37	3	25.38±0.02	26.34±0.20	Cinch Engr (CHN)	0.54	273	3.73	3.77	1.85	Hammond (HAE)	453	0.27±0.01	0.59	0.18	Microb
724 Solid (SWN)	2463	5.75±0.10	19.72	2.46	Cinram (CNR)	0.12	1591	25.75±0.05	25.94±0.10	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb	
A - B																
Abstrita C (AAH)	186	330.00±0.90	34.00	18.05	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Abstrita C (AAH)	186	330.00±0.90	34.00	18.05	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord Fin (ACZ)	0.18	3	7.10	8.75	6.65	Cintra (CND)	0.17	155	1.85	1.85	Hammond (HAE)	523	2.42±0.02	2.98	0.81	Microb
Accord																

[illegible]

Boeing lance un 747 allongé



PHOTO DE MAQUETTE FOURNIE PAR BOEING
Boeing compte beaucoup sur son modèle 747-8, version agrandie de l'actuel 747-400 qui sera déclinée en version fret et en version passagers.

AGENCE FRANCE-PRESSE

SEATTLE – Le groupe aéronautique américain Boeing a annoncé hier le lancement commercial d'un modèle allongé de son célèbre 747 dont il espère qu'il grignotera des parts de marché à l'avion géant de l'européen Airbus, l'A380.

Pour la version fret, le groupe de Seattle a indiqué avoir reçu des intentions d'achat de 18 appareils 747-8, le nom de ce modèle amélioré.

Dix de ces commandes viennent de la compagnie luxembourgeoise Cargolux et huit de sa concurrente japonaise Nippon Cargo Airlines. Elles ont une valeur totale d'environ 5 milliards de dollars américains (prix catalogue), selon un communiqué de Boeing. Les premières livraisons interviendront aux troisième et quatrième trimestres de 2009.

Cargolux dispose en outre d'une option pour 10 avions supplémentaires et Nippon Cargo Airlines d'une option pour six appareils en plus, ce qui pourrait donc

porter à terme les commandes totales à 34.

Boeing compte beaucoup sur son modèle 747-8, version agrandie de l'actuel 747-400 qui sera déclinée en version fret et en version passagers, pour faire concurrence « par le bas » à l'A380, le plus gros avion de ligne au monde.

Le groupe américain ne s'est pas placé en concurrence directe avec

Boeing assure que le 747-8 est « plus silencieux et plus économe en carburant » que l'A380 d'Airbus, l'avion géant européen.

le géant des airs européen, estimant qu'il n'y avait pas de marché suffisant pour des appareils de très grande taille.

Mais pour ne pas être totalement absent de ce segment, il compte tout de même offrir aux compagnies aériennes, avec le 747-8, un modèle approchant un peu moins

gros que celui d'Airbus.

Dans sa version fret, Boeing assure que le 747-8 offrira 16 % de plus en capacité de transport que son 747-400 existant, avec une taille allongée de 5,6 mètres.

Dans la version passagers, qui n'a reçu à ce jour encore aucune intention d'achat, le 747-8 comptera 450 sièges, soit 34 de plus que l'actuel 747-400 (avec un allongement de 3,6 mètres), comparativement à entre 555 et 840 sièges pour l'A380.

Le groupe américain assure que le 747-8 est « plus silencieux et plus économe en carburant » que l'avion géant européen. « Par rapport à l'A380, le 747-8F affiche des coûts d'exploitation sur la durée d'un vol inférieurs de 20 % », indique-t-il dans son communiqué.

Les deux versions du nouveau 747 sont équipées de réacteurs GENx conçus par pour le 787 Dreamliner de Boeing, lancé en 2004 avec 223 à 259 sièges et auquel Airbus a répliqué en octobre en lançant sur le même créneau le futur A350.

LOUIS ROUSSEAU

Un pionnier du courtage n'est plus

RÉJEAN BOURDEAU

Louis Rousseau, un des pionniers francophones du courtage des valeurs mobilières, est mort lundi à 73 ans.

« C'était un des grands bâtisseurs de l'industrie et il a formé plusieurs Québécois dans le monde de la finance », rappelle le président de la Caisse de dépôt, Henri-Paul Rousseau.

« Il était de très bon conseil et je l'ai consulté avant d'accepter mon poste à la Caisse », ajoute celui qui porte le même patronyme, mais qui n'a aucun lien de parenté.

Louis Rousseau a amorcé sa carrière dans le domaine des valeurs mobilières dans les années 60, à l'époque où la rue Saint-Jacques et la Bourse de Montréal étaient des bastions anglophones.

Il est entré au service du puissant courtier A.E. Ames, leader des financements au pays, avant de rejoindre la firme Molson & Co.

Son flair du marché et son instinct d'entrepreneur l'ont mené à prendre une participation dans la firme qui deviendra Molson Rousseau au début des années 70.

« Ce courtier a joué un rôle important », rappelle Marc-André Élie, qui était vice-président exécutif de l'entreprise.

Spécialisée surtout dans la négociation des actions et des obligations municipales et gouvernementales, Molson Rousseau était aussi reconnue pour ses titres de financements immobiliers novateurs et peu risqués.

« L'intelligence supérieure de M. Rousseau lui permettait de créer des produits très intéressants, dit M. Élie. Mais la protection du capital de sa clientèle restait sa priorité. »

L'ex-président de BCE, Raymond Cyr, est d'accord. « C'était un gestionnaire plutôt conservateur qui s'occupait personnellement de ses clients », dit-il.

Au fil des rencontres, les deux hommes sont devenus des amis et des partenaires de golf. « Il aimait gagner, mais il comptait tous ses coups ! » précise M. Cyr.

Il rappelle que Louis Rousseau était un personnage attachant. « Il était très coloré et il disait toujours ce qu'il pensait, souligne-t-il. C'était quelqu'un d'humain qui aimait la vie. »

De l'avis de tous, Louis Rousseau possédait une grande honnêteté intellectuelle. Il aimait les situations claires et n'avait pas de desseins secrets. « C'était un homme réservé, brillant et indépendant d'esprit, dit Henri-Paul Rousseau, qui l'a connu à l'époque où il était président de la Banque Laurentienne. Il avait un jugement sûr. »

Louis Rousseau a vendu la firme Molson Rousseau au courtier Dominion Securities en 1986 (qui a été acheté à son tour par la Banque Royale).

En 1989, M. Rousseau a repris du service en lançant le courtier BLC Rousseau avec la Banque Laurentienne.

La firme a évolué pour devenir Valeurs mobilières Banque Laurentienne, un courtier de plein exercice.

M. Rousseau est demeuré président du conseil jusqu'en 2000.

Le meilleur téléphone pour les affaires. Point final.

Il est temps d'augmenter votre productivité. Mike peut vous aider.

- **Vous savez que le temps, c'est de l'argent** – Grâce au Contact Direct^{MD}, votre message passe plus rapidement. Il vous permet de communiquer, en moins d'une seconde, avec votre collègue, qu'il soit à cent pieds ou à San Francisco.
- **Vous savez que les chiffres parlent d'eux-mêmes** – Seize millions d'utilisateurs nord-américains ont choisi le Contact Direct^{MD} pour travailler de façon plus rapide.
- **Vous savez qu'obtenir les renseignements nécessaires en temps opportun est la clé du succès** – Mike vous offre la plus vaste gamme d'applications et la technologie GPS en fait partie. Vous pouvez donc suivre les déplacements de votre équipe, transmettre des indications et obtenir, en temps réel, des mises à jour sur la progression du travail.

Pour en savoir davantage sur la façon dont Mike peut améliorer les résultats de votre entreprise, visitez telusmobilite.com/mike



BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

Solutions Affaires TELUS Mobilité
1 888 940-2617
wbscentre.tm@telus.com

Montréal

Centre-ville
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
Action Télécom Inc.
1531, rue Notre-Dame Ouest
(514) 989-9952

Communications Métropolitaine
8780, boul. Saint-Laurent, local 4
(514) 394-4447

Communications MOBILENET inc.
5165, ch. Queen-Mary, local GR-2
(514) 788-5080
Direct.Com
2553, boul. Henri-Bourassa
(514) 381-3490

Dollard-des-Ormeaux
La Zone SCP
3349B, boul. des Sources
(514) 421-9889

Laval

Contact Com. D.L. Communications
1521, autoroute 440 Ouest
(450) 682-3888
Digital Radio Communication inc.
1811, boul. Curé Labelle
(450) 431-2445

Terrebonne
SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon
(450) 492-1748

RÉGIONS

Beloeil

Cellulaire +
559, boul. Laurier
(450) 446-8895

Blainville

Digital Radio Communication inc.
9, boul. de la Seigneurie
(450) 419-4444

Candiac

D2 Technologie Inc.
89, ch. Saint-François-Xavier
(450) 635-6111

Greenfield Park

Proxi Telecom Inc.
3814, boul. Taschereau
(450) 671-0605

Repentigny

Technicomm
346, rue Notre-Dame
(450) 582-0085

Saint-Jean-sur-Richelieu

Majestech inc.
855, ch. du Grand-Bernier Nord,
local 100
(514) 990-0547

Sainte-Julie

Alto Communication
1950, ch. du Fer-à-Cheval
(450) 649-2525

Saint-Hyacinthe

Cellulaire +
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise
(450) 773-6621

Saint-Laurent

D2 Technologie
2119, boul. Marcel-Laurin
(514) 904-5888
PC Page
Communications Inc.
3832, boul. Côte-Vertu
(514) 339-1130

3359127